



SITE DE LA PITIE SALPETRIERE

**REFECTION PARTIELLE DE LA TOITURE TERRASSE
DU BATIMENT 91 DE LA FACULTE DE MEDECINE**

91 BOULEVARD DE L'HOPITAL - 75013 PARIS

**PLAN GENERAL DE COORDINATION
EN MATIERE DE SECURITE ET
DE PROTECTION DE LA SANTE (PGC)**

F2K

LE PARTENAIRE PREVENTION

10 BIS RUE BLANCHE — 94140 ALFORTVILLE

TEL. : 01 43 53 12 50 / MAIL : f2k.sps@free.fr

INDICE	DATE	DESCRIPTION
A	02/2025	PGC INITIAL

SOMMAIRE

0. PREAMBULE.....	3
1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	4
2. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	7
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT.....	13
4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	27
5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	29
6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	30
7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	31
8. COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISST)	32
9. REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION SPS.....	32
10. PGC (PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS).....	33
11. DIUO (DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE).....	34
12. PENALITES	34

ANNEXES

0. PREAMBULE

L'opération de réfection de l'étanchéité d'un bâtiment de la Faculté de Médecine à PARIS 13^{EME}, est soumise aux directives de la loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993 portant transposition de la directive Européenne codifiée aux articles L.235-1 à 19 du Code du Travail pour les dispositions substantielles et aux articles L.263-1, L.263-3-8-10-11 du Code du Travail pour les textes d'incrimination ainsi qu'au décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé codifié sous les articles R.238-1 à 238-45 du Code du Travail.

Le Maître d'Ouvrage, SORBONNE UNIVERSITE, mis en place une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS) conformément aux textes en vigueur.

Le Coordonnateur SPS établit le présent document afin de faciliter l'intégration de la sécurité et la protection de la santé dans l'organisation du chantier et la réalisation des travaux. Ce document définit les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités simultanées des divers intervenants en tenant compte de l'environnement immédiat du chantier.

Il sera tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) seront établis par les entreprises conformément aux dispositions prises dans le PGC.

L'opération est de catégorie 2 au sens de la loi (C.T. art. R.238-8).

1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1. PRESENTATION DU PROJET

Le projet concerne la réfection d'une portion de la toiture terrasse située au R+8 du bâtiment 91 de la Faculté de Médecine sur le site de la Pitié Salpêtrière.

1.2. ADRESSE DE L'OPERATION

91 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS

1.3. MODE DE PASSATION DES MARCHES

Le présent marché de travaux est traité en lots séparés selon la décomposition suivante :

Lot 01 : Etanchéité - Isolation des locaux en toiture-terrasse - Serrurerie & Menuiseries extérieures

- La réfection complète de l'étanchéité des toitures terrasses,
- La réfection complète de l'étanchéité des couvertures des édicules et locaux techniques de la toiture terrasse (ascenseurs, ...),
- La mise en place de garde-corps de sécurité,
- Le remplacement des lanterneaux,
- La mise en œuvre d'une isolation thermique par l'extérieure des édicules et locaux techniques de la toiture terrasse,
- Le remplacement des portes, trappes et menuiseries extérieures des locaux de la toiture terrasse.

Lot 02 : Chauffage - Ventilation

- Dépose des équipements CVC gênant les travaux de réfection de toiture,
- Toute opération par grutage éventuel et stockage selon nécessité (en toiture et/ou au sol) des équipements déposés,
- Repose en lieu et place des équipements déposés compris réhausse réglementaire des équipements techniques lourds.

1.4. PRESENTATION DES INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE	:	SORBONNE UNIVERSITE 21 RUE DE L'ECOLE DE MEDECINE 75006 PARIS
MAITRE D'ŒUVRE - ECONOMISTE BET FLUIDES	:	ALTEREA 26 BOULEVARD VINCENT GACHE 44275 NANTES CEDEX
BUREAU DE CONTROLE	:	RISK CONTROL 19 BOULEVARD DU MONT D'EST 93160 NOISY LE GRAND
COORDONNATEUR SPS	:	F2K 10 BIS RUE BLANCHE 94140 ALFORTVILLE

1.5. REGLEMENTATION APPLICABLE A CETTE OPERATION (LISTE NON EXHAUSTIVE)

Dispositions Générales du Code du Travail

Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993	Chantiers temporaires et mobiles
Loi n° 91-1414 du 31 Décembre 1991	Prévention des risques professionnels
Décret n° 79-228 du 20 Mars 1979	Formation à la sécurité
Décret n° 92-958 du 03 Septembre 1992	Manutentions manuelles
Décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994	Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
Décrets n ^{os} 92-765, 92-766, 92-76792-768 du 29 juillet 1992	Equipements de travail, moyens de protection
Circulaire DRT du 22 Septembre 1993, n° 93-22	
Instruction DRT du 18 Mars 1993 n° 93-13	
Recommandations CRAM	Mesures de protection et de salubrité dans le bâtiment et les travaux publics
Décret n° 65-48 du 08 Janvier 1965	
Décret n° 88-1056 du 14 Novembre 1988	Electricité
Décrets n° 95-607 et 95-608 du 06 Mai 1995	Travailleurs indépendants
Décret n° 2004-924 du 1er Septembre 2004	Travaux en hauteur
Décrets, arrêtés et normes en vigueur (Voir précisions au chapitre 3)	Travaux de désamiantage

1.6. DEMARRAGE ET DUREE PREVISIONNELS DES TRAVAUX

- Date présumée de début des travaux : à définir
- Délai prévisionnel global d'exécution des travaux : 4 mois (à confirmer en phase Préparation de chantier)

1.7. HORAIRES DE CHANTIER

La plage horaire de travail sur le chantier sera fixée en phase de préparation de chantier en concertation avec le MOA, le MOE et les Utilisateurs.

1.9. ORGANISMES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

ERDF – GRDF	Dépannage Electricité 24h/24 ⇒	TEL. : 0 810 333 913
	Dépannage Gaz 24h/24 ⇒	TEL. : 0 810 433 375
MAIRIE DU 13EME ARRONDISSEMENT		TEL. : 01 44 08 13 13
1 PLACE D'ITALIE		
75013 PARIS		

1.10. ORGANISMES DE SECOURS

POMPIERS

39 BOULEVARD MASSENA
75013 PARIS

TEL. : 01 45 83 82 22

URGENCES

TEL. : **18**

SAMU

TEL. : **15**

POLICE

144 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS

TEL. : 34 30

URGENCES

TEL. : **17**

HOPITAL PITIE SALPETRIERE

47 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS

TEL. : 01 42 16 00 00

CENTRE ANTI-POISON

TEL. : 01 40 05 48 48

1.11. ORGANISMES OFFICIELS ET SERVICES PREVENTION

INSPECTION DU TRAVAIL – UC 13 - SECTION 1

46-52 RUE ALBERT
75640 PARIS CEDEX 13

TEL. : 01 40 45 36 46

CRAMIF - SERVICE PREVENTION

17/19 AVENUE DE FLANDRE
75954 PARIS CEDEX 19

TEL. : 01 40 05 38 16

OPPBTP

1 RUE HEYRAULT
92660 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

TEL. : 01 40 31 64 00

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations réglementaires nécessaires au démarrage et à la réalisation des travaux.

2. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

PREAMBULE

Les dispositions générales d'organisation sont avant tout dictées par le maintien de l'activité du bâtiment au sein duquel sont projetés les présents travaux.

A cet effet, les lots techniques devront toutes les sujétions de travaux provisoires pour la continuité de service des installations et équipements techniques restant en fonctionnement pendant la période de travaux.

Tous les lots devront également toutes les opérations d'essais, nettoyages, désinfections et remises en état suite à la réalisation de leurs travaux.

Important : Toutes les coupures sur fluides pour travaux ou raccordement (définitifs ou provisoires) pourront être réalisées uniquement après en avoir préalablement fait la demande par écrit et reçu une approbation écrite des services techniques de SORBONNE UNIVERSITE qui assure la gestion et l'exploitation du site.

Les entreprises devront constamment se préoccuper à ce qu'il n'y ait aucun désagrément, ni aucune gêne pour les utilisateurs. Du fait d'intervenir sur un site en activité, les horaires de travail journalier pourront être modifiés sans aucune demande supplémentaire pour les entreprises.

Ces contraintes imposent des aménagements extérieurs provisoires spécifiques et une assistance permanente des entrées et sorties de véhicules par un homme trafic.

Chaque titulaire de lot a la charge d'obtenir les autorisations nécessaires à la circulation des engins et camions, l'aménagement des accès, l'implantation des clôtures et barrières de chantier, et éventuellement les autorisations spéciales réglementant la circulation et le stationnement des véhicules, tant sur le site lui-même que sur les voies publiques environnantes.

Par ailleurs, chaque entrepreneur (titulaire de lot ou sous-traitant) réalise avec les nouveaux arrivants sur le site des réunions d'accueil. Ces réunions reprendront notamment les grandes lignes de l'organisation générale du chantier, la présentation des modes opératoires et phasage retenus par l'entrepreneur ainsi que l'ensemble des mesures préventives à mettre en œuvre tant vis-à-vis de leurs travaux propres, que des contraintes environnementales, ou encore des risques générés par l'activité des autres intervenants du site.

Le site étant maintenu occupé, les travaux seront organisés et exécutés de manière à assurer la continuité du service et le bon fonctionnement des activités.

Toutes les précautions seront prises en matière de sécurité vis-à-vis des utilisateurs et du public en général : protections, délimitation des zones chantier, signalisation des travaux en cours, etc.

2.1. ACCES AU CHANTIER

L'accès des ouvriers au site ainsi que les cheminements jusqu'aux zones d'intervention seront communs à ceux des utilisateurs depuis le boulevard de l'Hôpital.

Les approvisionnements de chantier et la circulation des camions feront l'objet d'un protocole entre les entreprises et le service technique tenant compte également des contraintes de stationnement et de circulation aux abords du site.

Un homme-traffic devra gérer les manœuvres de véhicules et/ou d'engins, y compris sur la voie publique, assistance qui sera renforcée par la mise en place de panneaux réglementaires attirant l'attention des personnes et des autres véhicules.

Toutes modalités pratiques d'accès feront l'objet d'une concertation en phase préparatoire du chantier.

Un plan de circulation (avec gabarit et charges admissibles) formalisera les différentes dispositions retenues - A la charge chacun des titulaires de lot pour les travaux qui leur incombent.

Les dispositions ainsi définies devront faire l'objet de consignes strictes à respecter par tous les intervenants.

Les zones en cours de travaux devront obligatoirement être signalées par l'entreprise par des indications réglementaires de type "chantier interdit au public" et "port du casque obligatoire" notamment.

L'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité inclura dans son offre, toutes les sujétions relatives à la signalisation et l'aménagement visant à garantir une parfaite gestion des interfaces avec les usagers.

Dans le cadre des approvisionnements et/ou retraits de matériels et matériaux, en concertation avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, des horaires spécifiques "chantier" seront définis visant à éviter la traversée des parties communes aux principales heures d'affluence.

A ce titre, l'entreprise se rapprochera de la Maîtrise d'œuvre pour obtenir les autorisations nécessaires d'installations, de méthodologies et les plages horaires les plus favorables selon les zones et le type de travaux envisagés.

2.2. CLOTURES DE CHANTIER

Chaque intervenant, a obligation, préalablement à tout démarrage, de s'assurer de la totale indépendance de sa zone d'intervention vis-à-vis des personnes extérieures au chantier.

A ce titre, les entreprises interviendront soit dans des espaces libérés, mis à leur disposition et inaccessibles par les personnes non autorisées (terrasse technique, locaux techniques, ...), soit sur les parties communes où un balisage efficace et une signalisation adaptée seront de rigueur pour empêcher tout accès et interface avec les utilisateurs.

Selon le type d'intervention, leur durée et surtout les risques engendrés, l'Entrepreneur doit prévoir l'adaptation des mesures préventives mises en œuvre ⇒ à faire valider en amont par la MOE et le CSPS.

Aucun démarrage de travaux, quelle que soit la prestation, sur les parties communes accessibles aux usagers, ne peut être envisagé sans la validation et mise en œuvre préalables des dispositifs de signalisation, protection et séparatifs associés.

Concernant les travaux sur les parties communes, si le dévoiement provisoire des cheminements n'est pas réalisable, les entreprises concernées devront envisagées un phasage des travaux permettant l'isolement de la zone, assurant l'indépendance totale entre travaux et cheminements des utilisateurs.

Parallèlement, l'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité a la charge de la signalisation générale du chantier et notamment, l'indication des éventuels dévoiements nécessaires à la bonne accessibilité du bâtiment, accès et issues spécifiques au chantier ainsi que les divers panneaux réglementaires signalant la présence de travaux en cours et interdisant tout accès aux personnes extérieures.

Concernant les travaux extérieurs, opérations de levage-manutentions, déchargement de matériels-matériaux, ... la neutralisation d'un périmètre de sécurité est impérative pour prévenir toute chute d'objet et/ou tout accès d'un tiers dans cet espace à risque (clôtures fixes de 2m de hauteur). Le maintien continu des accès et cheminements des usagers est de rigueur par un principe de dévoiement piéton ou de protection par tunnel sécurisé et adapté lors des opérations de levage notamment.

Par ailleurs, toute emprise extérieure (aire de stockage/déchargement, base vie par bungalows, ...) devra impérativement être ceinturée par des clôtures délimitant ces espaces et évitant tout accès de personnes non autorisées = clôtures grillagées (hauteur minimum 2m) + portails et portillons d'accès - A définir en concertation avec les services techniques de SORBONNE UNIVERSITE.

Lors des opérations de levage ou toute intervention sur l'enveloppe du bâtiment en surplomb des accès, des clôtures seront également disposées pour neutraliser l'accès au droit des travaux en cours. Des passages protégés seront aménagés, en complément de ces clôtures, pour sécuriser et maintenir les différentes pénétrations au bâtiment.

L'éclairage réglementaire de ces clôtures doit être assuré par l'entreprise.

Toute modification en cours de chantier engendrera au préalable une mise à jour du Plan d'Installation de Chantier (PIC) par l'entreprise qui le soumettra pour approbation au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

En fin de travaux, ces différentes clôtures seront enlevées, y compris les massifs de fondation à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 01 et la remise en l'état des sols détériorés.

2.3. CONTROLE DES ACCES

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, chaque entreprise est responsable de la conservation, du gardiennage et du maintien en bon état des matériels, engins, outillages, installations de tous ordres du chantier.

A ce titre, l'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité fournira des badges d'identification qui devront être munis d'un système d'attache facilement utilisable, être pré-numérotés (de 1 à n : un numéro spécifique par badge), comporter le nom de l'opération, le logo du Maître d'Ouvrage, les nom, prénom et photo du salarié ainsi que le nom de l'entreprise qui l'emploie (titulaire de lot, sous-traitant, travailleur indépendant ou intérimaire).

Parallèlement, chaque titulaire de lot tiendra à jour et transmettra une liste nominative du personnel présent sur site avec noms et coordonnées des employeurs effectifs (sous-traitants, travailleurs indépendants, sociétés intérimaires, ...) ainsi que le numéro de badge affecté.

↳ Liste à mettre à jour à chaque mouvement de Personnel et au minimum en début de chaque mois.

A cette liste seront impérativement associées les copies des fiches d'aptitude médicale des salariés et la Carte BTP (obligatoire depuis le 01/10/2017).

Chaque entrepreneur devra certifier que tous les Personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

A tout moment, le Coordonnateur SPS pourra procéder à un contrôle inopiné afin de s'assurer de la corrélation entre les effectifs sur site, les listes transmises, et les registres uniques du personnel des entreprises présentes (registres consultables sur site, complétés et tenus à jour par chaque entrepreneur ou travailleur indépendant, conformément à la réglementation).

<p>Toute personne présente sur le site sans badge d'identification se verra expulsée du chantier sur le champ.</p>

2.4. NETTOYAGE

Chaque Entrepreneur intervenant sur le chantier, a la charge du nettoyage de sa zone d'évolution, ainsi que l'évacuation de ses gravois.

A ce titre, dans le cadre des travaux réalisés, la priorité doit être donnée à la limitation des volumes et des quantités de déchets.

Les modalités de collecte des déchets seront précisées lors de la préparation de chantier.

L'organisation de la collecte, du tri complémentaire et de l'acheminement vers les filières de valorisation seront recherchées à l'échelle locale.

Evacuation des déchets toxiques

Dans le cadre de l'engagement au respect de l'environnement et de la demande HQE, toute entreprise qui utilisera des produits toxiques (peinture, solvants, bombe aérosol, mastics, colles, huiles,...) fera son affaire de l'évacuation et du retraitement par une entreprise spécialisée des containers, résidus et matériaux souillés. En concertation avec le MOE, l'entreprise mettra une procédure en place afin de suivre la traçabilité des produits toxiques du départ du chantier jusqu'à leur élimination.

Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit.

L'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité veillera au maintien en état de propreté générale du site ainsi que des voies bordant l'opération.

En outre, l'utilisation des canalisations ne pourra être autorisée que pour les eaux claires et limpides, exemptées de tous produits étrangers, en particulier laitance de ciment, boues, etc....

Les fosses de décantation fréquemment nettoyées seront aménagées par l'entrepreneur entre les eaux provenant des bétonnières et les canalisations.

L'Entrepreneur doit le nettoyage des chaussées souillées par ses camions.

Il doit en conséquence le nettoyage et l'entretien des voies publiques d'accès et de desserte du chantier pendant la durée de son intervention.

Dans le cas où les services de voirie seraient amenés à effectuer ces nettoyages, les frais en résultant seront pris en charge par l'Entrepreneur.

Tous les frais seront pris en charge par l'Entrepreneur pour ce qui concerne, les dommages ou préjudices causés par les engins ou autres, tant au domaine public qu'à l'intérieur même du site.

Chaque intervenant a la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de ses travaux.

Le titulaire du lot est responsable vis-à-vis du Maître d'œuvre de la bonne exécution de ces prescriptions et de la tenue générale du chantier. A ce titre, elle a à sa charge l'entretien et le nettoyage des voies de circulation, des abords du bâtiment et des différentes zones communes (base vie, aires de stockage, ...).

En fin de journée, l'entreprise procédera au nettoyage complet des différentes zones d'évolution (parties communes ou zones travaux), ainsi que des cheminements empruntés par les salariés (circulations, escaliers, ascenseur, ...).

Le nettoyage quotidien + maintenance des installations de chantier (bureaux de chantier, cantonnements) seront assurés pendant toute la durée du chantier par le Lot 01 - Etanchéité.

Si l'état de propreté n'est pas jugé suffisant par le Maître d'œuvre, ce dernier pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages nécessaires par une entreprise de son choix, aux frais de l'entrepreneur négligeant ou au titre du Prorata (si le responsable ne peut être défini).

La mise à disposition de containers ou de bennes à gravois incombe à l'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité, qui devra recenser les besoins des différents corps d'état et s'assurer des commodités d'évacuation selon la position de celles-ci et les zones concernées.

Les déchargements, approvisionnements et autres manœuvres de véhicules s'effectueront sous la surveillance d'un homme-traffic mis en place par le constructeur.

À l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, l'entrepreneur devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber du véhicule sur la chaussée.

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la phase d'études. Tout chantier de construction ou réhabilitation génère des nuisances sur l'environnement proche, l'enjeu d'un chantier propre est de limiter ces nuisances au bénéfice des riverains, des ouvriers et de l'environnement.

Tout en restant compatibles avec les exigences liées aux pratiques professionnelles du BTP, les objectifs d'un chantier propre sont de :

- Limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier,
- Limiter les risques sur la santé et la sécurité des ouvriers,
- Limiter les pollutions de proximité lors du chantier,
- Limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge et maîtriser leur traitement,
- Respecter la végétation en place.

Un Référent Chantier à faible impact environnemental sera désigné par chaque titulaire de lot pour assurer le contrôle des engagements communs pendant toute la durée du chantier.

La maîtrise des impacts environnementaux du chantier ainsi que la protection de la santé du personnel passent notamment par :

- Le suivi et la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie
- La limitation des nuisances sonores
- La limitation des pollutions des eaux et des sols
- La limitation des rejets dans l'air

On favorisera la collecte et le tri différencié des déchets de manière à pouvoir respecter l'enlèvement des déchets réglementés :

- Les déchets inertes (DI) prévus pour être stockés en centre d'enfouissement technique de classe 3 ;
- Les déchets industriels banals (DIB) assimilables aux déchets ménagers et assimilés qui seront stockés en centre d'enfouissement technique de classe 2 (bois non traités, plastiques, ...) ;
- Les déchets industriels spéciaux (DIS) qualifiés comme dangereux pour l'environnement et stockés en centre d'enfouissement technique de classe 1 (peinture, vernis, bois traités et oxydes de métaux lourds).

Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Evacuation des Déchets (SOSED)

L'Entrepreneur est responsable de l'évacuation des déchets du chantier ; il se devra d'établir un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Evacuation des Déchets (SOSED) qui définisse les modalités pratiques d'organisation et d'optimisation pour la gestion des déchets sur le chantier et de s'assurer des bonnes conditions d'élimination par un système de suivi.

2.5. INSTALLATIONS DE CHANTIER

La mise en place et l'entretien des installations sanitaires, vestiaires et réfectoires pour toute la durée du chantier pour l'ensemble des corps d'état, incombent à l'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité.

Ces prestations incluent l'ensemble des branchements secondaires jusqu'aux raccordements généraux, (eau, électricité, assainissement), ainsi que les frais de consommation.

Les cantonnements devront être dimensionnés pour recevoir l'effectif prévisionnel maximum et respecter les ratios et aménagements réglementaires (cf. fiche jointe en annexe), notamment concernant les équipements sanitaires (lavabos, douches, WC). Les liaisons entre bungalows se feront impérativement par des cheminements intérieurs.

L'aménagement des installations de chantier, la capacité d'accueil, les consommables ainsi que toutes les dispositions d'hygiène doivent également prendre en compte le contexte de pandémie « COVID-19 » et l'ensemble des exigences sanitaires qui en découle.

Conformément aux recommandations CRAMIF, l'espace vestiaires sera équipé d'armoires ventilées, un accès à demeure permettra d'intervenir sur le toit de la base vie, toit qui sera par ailleurs sécurisé par des garde-corps fixes en périphérie (liste non exhaustive).

Ces installations comprendront une salle de réunion de capacité suffisante pour accueillir les réunions hebdomadaires de chantier, avec mise à disposition de protections individuelles (casque de sécurité notamment) pour les visiteurs occasionnels.

L'entretien et la maintenance de ces locaux pendant la durée des travaux sont à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 01, y compris la fourniture des consommables tels que savon, essuie-mains et papier toilettes.

La liste des numéros d'appel en cas d'urgence sera affichée au niveau de la base vie – zone visible de tous.

Le projet des installations de chantier indiquera, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel, leurs compositions (y compris les équipements et capacités d'accueil), les voies d'accès, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement.

Le Plan d'Installation de Chantier fera clairement ressortir les cheminements privilégiés pour les besoins du chantier (notamment pour l'approvisionnement des matériels et matériaux) - Plan à la charge de l'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité.

Si des adaptations sont envisagées selon l'évolution des effectifs sur site, les dates et capacités prévisionnelles sont à indiquer en amont.

Par ailleurs, l'entreprise devra se rapprocher des services techniques de SORBONNE UNIVERSITE pour l'obtention des surfaces nécessaires à la mise en place des bungalows, d'une benne, ... et surtout de faciliter les opérations de chargement / déchargement sans incidence sur l'exploitation ⇒ Demande d'autorisation, aménagements, signalisation et frais associés à la charge de l'entreprise.

L'entreprise prévoira l'aménagement d'une aire de stockage et préfabrication ⇒ Besoins à définir avec chaque titulaire de lot pour une synthèse préalable à la mise en œuvre.

L'entreprise devra, dès l'achèvement des travaux TCE, le démontage de toutes les installations de chantier, le dégagement des voies, l'enlèvement des décombres, gravois, etc ..., de manière à restituer les zones conformément à leur état initial.

Un état des lieux précèdera la prise en possession de ces espaces ainsi que leur restitution en fin de travaux.

Il est une nouvelle fois rappelé que ces différentes installations ne devront aucunement entraver la circulation extérieure au site ou l'accessibilité à un quelconque local.

L'entreprise titulaire du Lot Etanchéité devra également la fourniture et la pose d'un panneau de chantier dont le plan et le texte seront soumis au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, pour accord.

✚ **Une réunion spécifique aura lieu entre la Maîtrise Chantier, l'entreprise et le Coordonnateur SPS pour finaliser ces différentes mesures avant mise en œuvre par l'entreprise.**

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. PROTECTIONS COLLECTIVES

L'installation et l'entretien des protections collectives sont de la responsabilité de l'entreprise qui génère le risque, pendant toute la durée des travaux.

Il est rappelé que conformément à la législation en vigueur l'entreprise doit mettre en œuvre des mesures collectives destinées notamment à empêcher les chutes des personnes (sécurité intégrée et chapitre 2 du décret 65-48 du 8 Janvier 1965).

3.1.1. Principes généraux de protections collectives

Les protections collectives sont utilisables par tous les corps d'état jusqu'à l'achèvement des travaux, tout en tenant compte des contraintes d'activité des utilisateurs.

Le Coordonnateur pourra déterminer des dispositions de sauvegarde applicables en cas de carence de l'entreprise pour l'établissement de protections collectives, dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état.

3.1.2. Conditions particulières d'exécution des travaux en site occupé

S'agissant de locaux semi-occupés, l'Entrepreneur intervenant est tenu de respecter les règles minimum définies ci-après :

- L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que son intervention dans des espaces en activité, est entièrement sous sa propre et seule responsabilité. A charge de l'entreprise de souscrire une assurance contre les éventuels vols, incidents, ou accident pouvant être commis par ses ouvriers ;
- La main d'œuvre employée doit être qualifiée, une justification de la main d'œuvre est demandée en amont ;
- Tous les Employés porteront de façon continue et visible un badge identifiant spécifique au site ;
- Pendant toute la durée du chantier, les services devront être maintenus. Il s'agit notamment de l'électricité, l'eau courante, le gaz, le chauffage, ... ;
- Les jours et heures d'intervention sont à valider en amont selon les prescriptions énoncées au chapitre 2 ;
- La gestion de clefs, cartes ou codes d'accès doit respecter les dispositions arrêtées au marché et les mises au point réalisées en phase préparatoire avec l'Utilisateur ;
- Avant chaque intervention, l'entreprise devra assurer toutes les protections nécessaires sur les sols, mobiliers, parois et plafonds à l'intérieur des locaux et si nécessaire des parties communes. Ces protections seront efficaces, propres, adaptées et permanentes pendant la période d'intervention ;
- Sécurité : l'Entrepreneur devra respecter les textes en vigueur en ce domaine. Son attention est, de plus, attirée sur la nécessité de prendre toutes les dispositions utiles pour permettre une utilisation permanente des locaux, n'entraînant aucun risque pour les usagers ;
- L'Entrepreneur doit être attentif à la qualité et au suivi des relations avec les utilisateurs. Il doit en particulier, éviter les ruptures de contact entraînant des difficultés qui détériorent le climat général d'un chantier ;
- Il respectera le bon enchaînement des travaux prévus pendant la phase préparatoire, afin d'optimiser les temps d'intervention et de minimiser les nuisances supportées par les usagers ;
- L'Entrepreneur mettra en application toutes les mesures prises pendant la période de préparation. Dans le texte ci-dessous, ne seront indiquées que les obligations propres à la phase d'exécution ;
- Sauf cas exceptionnel, le personnel choisi devra être permanent, qualifié, responsable de tâches précises et être expérimenté pour les travaux en milieu occupé. Le ou les Chefs de chantier et leurs équipes seront les mêmes tout au long du chantier ;
- Cette stabilité est importante vis-à-vis des utilisateurs dont l'Entrepreneur doit obtenir la confiance, mais aussi vis-à-vis de tous les corps d'état intervenant sur le chantier, afin de faciliter la cohésion des équipes, en particulier dans le cas de sous-traitance ;

- Les déplacements de mobiliers ou d'équipements (autres que ceux objets du marché) nécessités par l'exécution des travaux sont dus par l'Utilisateur, dès lors que l'information qui lui a été faite aura été suffisante ;
- L'entrepreneur devra sensibiliser de manière significative, le Personnel intervenant sur le chantier, aux points suivants :
 - respect des usagers et de leurs installations ;
 - souci continu d'une bonne présentation du Personnel et de son identification ;
 - propreté de chantier, y compris cheminements d'accès ;
 - respect des dispositions décrites dans les arrêtés, décrets et ordonnances relatifs à la limitation du niveau des bruits aériens émis par les engins, matériels et autres outillages de chantier ;
 - sécurité spécifique aux travaux en milieu occupé ;
 - respect rigoureux du planning mis en place ;
- Les travaux se réalisant en milieu exploité, en présence de matériel sensible et nécessitant une hygiène accrue, l'attention de l'Entrepreneur est attirée sur les points suivants :
 - avant toute intervention, les sols, parois, mobiliers seront protégés par des bâches ou tout système équivalent, afin d'éviter les taches, poussières et brûlures ;
 - après toute intervention, les lieux seront soigneusement nettoyés ;
- Le nettoyage est dû :
 - après chacune des interventions ;
 - au plus à la fin de chaque demi-journée de travail.

3.1.3. Protections collectives envisageables sur site

- Les mesures préventives à mettre en œuvre par les entreprises sont avant tout liées au maintien en activité du reste du bâtiment. Aussi, les entreprises devront rendre indépendantes leurs zones d'évolution, signaler efficacement la présence du chantier en cours, participer aux neutralisations et dévoiements d'accès pour la bonne marche de la cuisine centrale, et mettre en œuvre les moyens de prévention adaptés tant à l'intervention elle-même qu'au contexte spécifique du site.
- En toiture terrasse du bâtiment, mise en place de protections collectives sur les acrotères existants dont la hauteur est inférieure à 1 m, afin de prévenir tout risque de chute 1/ sur les voies de cheminement et 2/ sur les zones d'évolution à réhabiliter.
- Les protections provisoires ci-dessus évoquées devront permettre, sans dépose, la mise en œuvre des garde-corps définitifs prévus dans le cadre du présent marché de travaux.
- Proscrire tout entreposage, stockage ou encombrement à l'extérieur des zones chantier.
- Dispositifs rendant indépendants et étanches les zones travaux – Canalisation et aspiration des poussières à la source.
- Dispositions prises pour éviter l'exposition au risque des utilisateurs et du matériel : signalisation des travaux en cours, gestion des interfaces dans le périmètre d'évolution, protections spécifiques pour le matériel le plus sensible, ... La mise à disposition de zones pour les travaux passe impérativement par l'évacuation des équipements incompatibles avec le chantier et la protection efficace du matériel maintenu à proximité.
- Dispositions prises pour éviter la co-activité des corps d'état.
- Reconnaissance amont des réseaux existants (DOE, plans, ...).
- Avant toute intervention de dépose, démolition, percement, ...l'entreprise intervenante doit s'assurer du repérage des réseaux à proximité, les protéger et si nécessaire (après accord de la MOE) neutraliser provisoirement ou dévoyer ceux pouvant présenter un risque pour les travaux. Une information préalable des usagers est de rigueur ainsi que la consignation des organes mis hors service.
- Les repérages, consignations, neutralisations, dépose et évacuation des installations techniques sont à la charge du lot technique concerné : Lot 02 Chauffage - Ventilation
- Echafaudages ou autres moyens d'élévation de personnel conformes et identifiés.
- Eclairage des postes de travail.
- Respect de la réglementation en vigueur et des plages horaires spécifiques concernant les nuisances sonores et réduction du bruit à la source.

- Surveillance accrue de certaines phases de travaux ⇨ Modes opératoires détaillés et analyse rigoureuse des risques associés, notamment pour les travaux à risques particuliers / Levage – Manutentions – Travaux en hauteur (liste non exhaustive)
- Gestion rigoureuse des interfaces avec l'activité du site, notamment sur les voies de circulation lors des opérations de levage liées au déplacement des équipements techniques en toiture terrasse du bâtiment.
- Mise en œuvre de moyens nécessaires à une évacuation rapide des personnes.
- Commodité et gestion des accès aux postes de travail pour le Personnel.
- Moyen mécanisé d'approvisionnement des matériels (principalement lourds ou encombrants).
- Interdiction d'accès aux zones de travaux pour les personnes étrangères au chantier.
- Nettoyage quotidien des zones d'évolution et des voies bordant celles-ci.
- Proscrire toute utilisation d'échelle ou d'escabeau comme poste de travail.

3.1.4. Mise à disposition des zones entre les entreprises

Chaque entreprise doit assurer la maintenance des protections collectives jusqu'à l'achèvement des travaux.

Toutefois, avant l'intervention d'un nouveau corps d'état sur le chantier, une inspection aura lieu visant à contrôler les installations de sécurité déjà mises en place ainsi que les adaptations éventuelles à réaliser.

Ces inspections feront l'objet d'un PV dont le Coordonnateur SPS sera destinataire et qu'il annexera à son Registre-Journal.

En cas d'absence du PV préalable et de non-signalisation d'une carence, l'entreprise intervenante se porte unique responsable des manquements relevés dans sa zone d'évolution.

3.1.5. En règle générale

Il faut privilégier l'installation de protections collectives efficaces et permanentes avant l'utilisation des protections individuelles.

La réflexion CSPS / Entreprise pour l'utilisation des protections collectives ira dans ce sens.

L'installation et l'entretien des protections collectives sont de la responsabilité de l'entreprise qui génère le risque, pendant toute la durée des travaux.

Il est rappelé que conformément à la législation en vigueur l'entreprise doit mettre en œuvre des mesures collectives destinées notamment à empêcher les chutes des personnes (sécurité intégrée et chapitre 2 du décret 65-48 du 8 Janvier 1965).

Note générale sur les échafaudages :

- Les échafaudages devront être montés entretoisés et contreventés de manière à supporter les charges auxquelles ils sont soumis.
- Ils seront calés et fixés pendant leur utilisation de manière à ne pouvoir ni se déplacer, ni basculer ⇨ les calages avec les parpaings (même pleins) sont interdits.
- Les échafaudages seront de type MDS (avec garde-corps de sécurité permanents pour le montage et le démontage).
- Les garde-corps devront obligatoirement être posés à chaque plateau en respectant les hauteurs suivantes : lisse à 1 m, sous lisse à 0,50 m et la plinthe sera d'une hauteur de 15 cm.
- Les accès se feront obligatoirement par l'intérieur.
- Si les échafaudages sont espacés de plus de 20 cm de la façade, ils seront équipés de garde-corps du côté de cette face de travail.
- Les échafaudages, tout comme la sapine d'approvisionnement, seront réceptionnés par un organisme indépendant compétent habilité à cet effet (indépendamment de tout autocontrôle réalisé par l'installateur et/ou l'utilisateur), une copie du PV de réception et de mise à disposition sera envoyée au Coordonnateur SPS et sera annexée au registre-journal.

3.2. APPAREILS DE LEVAGE

Les appareils de levage devront être conformes à la législation et avoir fait l'objet des réceptions réglementaires, y compris les appareils de levage.

Les PV de vérification seront à disposition pour consultation par les Organismes Officiels et le Coordonnateur lors de leurs visites sur site.

Tout appareil sans PV de vérification sera refusé.

Lors des locations d'appareils de levage ou d'élévation de personne, une copie de ces PV est à demander au louageur.

Leur implantation ne pourra se faire sans consultation et accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

3.3. PRET D'UN APPAREIL DE LEVAGE

L'utilisation d'un appareil de levage par une autre entreprise peut être envisagée : il y a lieu de fournir préalablement au Coordonnateur SPS, la convention de prêt définissant ses modalités.

3.4. CONDITIONS DE MANUTENTION PAR ENGINS DE LEVAGE

Aucun appareil de levage, qu'il soit fixe ou mobile, ne pourra être installé ou pénétrer sur le chantier sans que le Coordonnateur SPS en ait été averti. En cas de moyens de levage fixes, l'entreprise devra fournir au Coordonnateur SPS le PPSPS précisant le montage, le type de levage à effectuer, la localisation des manœuvres à effectuer, les notes de calcul afférentes, le délai et nommément désigner le personnel habilité à les manipuler (attestations consultables sur site).

Les engins de levage installés ou intervenants sur le chantier devront être conformes à la réglementation en vigueur.

3.5. MANUTENTIONS MANUELLES

En application du décret du 3 Septembre 1992 (transposition de la directive Européenne n°90/269/CEE en droit français), il y aura lieu de respecter les normes et prescriptions concernant la manutention manuelle des charges comportant des risques, notamment dorsaux pour les Ouvriers.

L'entreprise doit éviter ou limiter le recours à la manutention manuelle en utilisant des équipements mécaniques et prendre les mesures d'organisation permettant de réduire l'effort physique et le risque encouru :

- Moyens d'approvisionnement mécanique jusqu'aux zones de stockage ;
- Moyens d'approvisionnement mécanique (horizontal et surtout vertical) des postes de travail.

Les mesures retenues par les entreprises et décrites dans leur PPSPS, devront prendre en considération les besoins communs du chantier.

Une mise au point préalable avec le Coordonnateur SPS est impérative et fera l'objet d'une consignation au Registre-Journal.

3.6. PRECONISATIONS DE SECURITE SANITAIRE EN PERIODE D'EPIDEMIE DE CORONAVIRUS COVID-19

Un nouveau coronavirus (SARS-CoV-2) a été identifié début janvier 2020 comme étant à l'origine de cas groupés de pneumonies en Chine.

Si la contamination initiale est probablement d'origine animale, la transmission interhumaine est avérée. La maladie se transmet par les postillons (éternuements, toux). On considère que les contacts étroits avec une personne infectée sont nécessaires pour transmettre la maladie : même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement ou une discussion en l'absence de mesures de protection.

La période d'incubation maximum retenue est de 14 jours. La maladie dénommée COVID-19 comporte les symptômes d'une infection respiratoire aiguë (fatigue, fièvre, douleurs musculaires, toux, difficultés respiratoires...). Les patients avec des maladies chroniques préexistantes ainsi que les personnes âgées semblent plus susceptibles de développer des formes sévères.

Face à l'évolution de cette pandémie et à l'état d'urgence sanitaire décrété par le Gouvernement, des dispositions préventives spécifiques s'imposent aux entreprises du BTP.

GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS COVID-19

Ce guide, établi par l'OPPBTP a reçu l'agrément des ministères de la Transition écologique et solidaire, de la Ville et du Logement, des Solidarités et de la Santé, et du Travail.

Rappelons-le, le premier enjeu est de s'assurer de la préservation de la santé des compagnons dans un contexte d'évolution rapide de la pandémie. Il est notamment nécessaire de repenser l'organisation des postes de travail en garantissant un éloignement minimum de 1 mètre entre les opérateurs et de respecter toutes les consignes du gouvernement. Et si les conditions de prévention adaptées ne peuvent pas être garanties, l'OPPBTP recommande l'arrêt de chantier.

CONSIGNES GENERALES

- > Gestes barrières à faire respecter de façon stricte
- > Port du masque de protection respiratoire et des lunettes dès lors que la distance de 1m minimum entre opérateur ne peut être respectée. De même, lors des déplacements sur site.
- > Vérification de la santé des salariés amenés à travailler sur le chantier. Essentiellement par le biais du questionnaire proposé par l'OPPBTP.
- > Proscrire l'accès à toute personne présentant un risque élevé vis-à-vis de la pandémie (pathologie, âge).
- > Chaque entreprise (titulaire de lot ou sous-traitant) doit désigner un référent Covid-19. A indiquer dans le PPSPS.
- > Importance de l'information des salariés et l'instauration d'un dialogue permettant de garantir la compréhension et l'adhésion de chacun aux mesures à mettre en œuvre.

CONSIGNES PARTICULIERES

Dans le cadre de leur analyse spécifique, il est demandé aux entreprises de travailler selon 3 grands axes de réflexion :

- 1/ les déplacements domicile-travail.
- 2/ les conditions d'accueil sur le chantier, notamment les locaux base vie.
- 3/ les postes de travail en adaptant leur planification et leurs modes opératoires.

3.7. REGISTRES OBLIGATOIRES OU INDISPENSABLES

Cf Annexe.

3.8. FORMATION A LA SECURITE ET ACCUEIL SUR SITE

L'entreprise devra assurer l'accueil et la formation à la Sécurité de son personnel (salariés et intérimaires) sans omettre celle concernant les machines et les produits dangereux.

3.9. TACHES SUPERPOSEES

Les tâches superposées ou les travaux présentant des risques pour les autres intervenants, sont strictement interdits.

Les dispositions prises à cet effet (planning, dégagement de zones avec balisage, auvents, protections des accès, platelages, décalage horaire...) doivent être précisées en amont du démarrage des travaux et notées dans le Registre Journal.

En cas de superposition de travaux présentant des dangers imminents, le Coordonnateur SPS fera cesser cet état par l'arrêt immédiat des postes de travail.

3.10. DANGER GRAVE ET IMMINENT

Procédure

- Toute personne qui constate une situation de danger grave et imminente doit avertir ou faire avertir sur le champ le(s) Responsable(s) de(s) l'entreprise(s) concernée(s).

Action

- Stopper les travaux concernés ;
- En informer sans délai le Coordonnateur SPS qui en avisera le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le notifiera dans le cahier de chantier ;
- Obtenir des conditions de travail correctes (mesures prévues dans le PPSPS ou mesures de remplacement en concertation avec la hiérarchie de l'entreprise) ;
- Autoriser le redémarrage des travaux avec les responsables concernés.

3.11. PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les entreprises intervenantes doivent :

- Equiper leurs locaux privés (base vie) d'extincteurs appropriés, en nombre suffisant ;
- Equiper leurs postes de travail par "point chaud" (soudages, meulages, découpages) d'extincteurs appropriés.

Du fait de la réalisation des travaux en site occupé, ces interventions devront être précédées par l'établissement d'un **Permis de Feu** entre le Service Sécurité Incendie de SORBONNE UNIVERSITE et la personne habilitée de l'entreprise. Une copie de ce document sera parallèlement transmise au CSPS et tenu consultable sur le poste de travail concerné.

Les modalités pratiques ainsi que la procédure complète concernant les travaux par point chaud seront précisées par le Services Sécurité Incendie de SORBONNE UNIVERSITE, en phase préparatoire de chantier.

L'intervention en site occupé impose une attention toute particulière concernant la prévention des risques contre l'incendie. Ainsi, chaque titulaire de lot désignera (avant démarrage) un "Responsable Sécurité" qui effectuera quotidiennement une ronde générale en fin de journée, s'assurant que les zones sur lesquelles ont été réalisés des travaux par points chauds ne présentent aucun risque d'inflammation.

3.12. DISPOSITIFS D'ANCRAGE SUR LE BATIMENT

En cas d'utilisation de points d'ancrage ou d'amarrage sur le bâtiment (charpente, voiles béton, éléments de façade, etc...), l'entreprise en demande la possibilité au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS (installation de consoles, nacelles, treuils, palans, tire-fort, lignes de vie, échafaudages, platelages, etc...).

3.13. LIMITATION DU STOCKAGE DE PRODUITS TOXIQUES, CORROSIFS OU INFLAMMABLES

A leur arrivée sur le site, les entreprises devront signaler au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS les produits toxiques, corrosifs ou inflammables qui seront employés pour l'exécution de leurs tâches.

Bouteilles de gaz

- Les bouteilles d'acétylène et d'oxygène seront stockées au sol et calées dans un endroit ventilé ;
- Les bouteilles servant au chalumage, seront obligatoirement posées et attachées sur un chariot adapté à celles-ci.

Produits toxiques et inflammables

- Tous les produits seront étiquetés au type de produit utilisé (après usage les bidons, bouteilles et chiffons doivent être évacués du site et rangés dans les conteneurs outils).

3.14. TRAVAUX SPECIFIQUES

Les travaux amenant des risques chimiques, électriques, liés au stockage, liés à la ventilation des lieux de travail, à l'exposition du personnel à la chaleur feront l'objet de procédures particulières en liaison avec la Médecine du Travail et le Coordonnateur SPS.

Les travaux de contrôle par laser gamma densimétrie, radiographie nucléaire ou ultrasonique feront l'objet de procédures particulières adaptées au cadre de ces interventions.

Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des divers matériaux spécifiques utilisés devront être transmises au Coordonnateur SPS, avant tout emploi sur le site.

3.15. ALIMENTATION ELECTRIQUE ET ECLAIRAGE DE CHANTIER

L'alimentation électrique provisoire du chantier est à la charge du titulaire du Lot 01 - Etanchéité qui devra suivre les prescriptions du décret du 14 Novembre 1988 et de la Norme NFC 15.100 relatives à la protection des travailleurs contre les dangers d'origine électrique.

Les armoires de branchement et coffrets de répartition, équipés de disjoncteurs haute sensibilité (30 mA), devront être répertoriés sur le plan d'installation de chantier. Leur nombre et leur position doivent permettre des raccordements par prolongateurs n'excédant pas 25 m en tout point du chantier.

Tout appareil de levage (lift, monte-matériaux, treuil, ...) bénéficiera d'un départ spécifique raccordé directement à l'armoire générale, protégé et indépendant des autres alimentations.

L'éclairage des voies de circulation et accès sera mis en place et entretenu par l'entreprise = minimum 40 lux. L'éclairage localisé du poste de travail reste à la charge de chaque intervenant (minimum 200 lux).

L'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité devra fournir au Coordonnateur SPS, le PV de vérification de ces différentes installations préalablement à toute mise en service ou dès modification de celles-ci - Document tenu consultable sur site.

Le Coordonnateur SPS se réserve le droit de demander toute adaptation des dispositions initiales qu'il jugerait nécessaire pour la sécurité des intervenants.

Avant tout démarrage d'intervention, les entreprises intervenantes doivent s'assurer de la mise hors tension des circuits électriques existants sur les zones concernées ou dans l'environnement proche (Maintien en exploitation partielle du site).

3.16. REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Le Coordonnateur SPS rappelle tout d'abord l'évolution de la réglementation concernant l'amiante et notamment l'entrée en vigueur de textes tels que :

- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (et ses arrêtés d'application)
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante
- Normes NF X 46-010 et NF X 46-011, rendues obligatoires par l'arrêté du 14 décembre 2012
- Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

Le Maître d'Ouvrage, SORBONNE UNIVERSITE, a mandaté une société spécialisée pour diagnostiquer et recenser les matériaux et produits contenant de l'amiante.

« **Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti** » établi par le cabinet BTP DIAGNOSTICS – Numéro de rapport : C-DI93-2024-30-241103 – Date du rapport : 30/09/2024.

Conclusions :

Dans le cadre de la mission, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante :

- > **Joint d'étanchéité entre menuiserie et ossature sur les acrotères en toiture terrasse**
Ensemble des murs extérieurs

Les conclusions ci-dessus ne sont qu'une synthèse non exhaustive des résultats – se reporter au rapport établi par l'organisme et joint au DCE.

Conformément aux prescriptions du Décret n° 96-97 du 07/02/1996, le repérage de matériaux contenant de l'amiante impose au propriétaire de :

Communiquer ces informations à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans le bâtiment concerné.

Par ailleurs, les travaux éventuels touchant des parties cachées du bâtiment ne pourront faire référence au rapport précité, des investigations complémentaires devront également être réalisées.

Dans le cadre de la dépose et l'évacuation des matériaux contenant de l'amiante, il faut rappeler :

La réalisation des travaux de Désamiantage relatifs au présent programme, doit être confiée à une entreprise titulaire d'un certificat attribué, le cas échéant à titre probatoire, par un organisme certificateur de qualification (QUALIBAT et AFAQ ASCERT pour la France).

L'exécution des travaux de Désamiantage devra être conduite en respectant notamment, les dispositions de la section 2 du Décret n° 96-98 du 07/02/1996 modifié, quel que soit le mode opératoire retenu.

Un Plan de Retrait (PRC) devra être établi par l'entreprise chargée des travaux de Désamiantage et transmis, après avoir été soumis à l'avis du Médecin du Travail et des Délégués du Personnel, aux organismes de prévention au plus tard dans les 20 jours calendaires suivant la notification du marché au titulaire.

L'entrepreneur se référera, pour le contenu du Plan de Retrait, à l'annexe 6 du guide de prévention édité par le Ministère du Travail en Octobre 1998. Les modes de manutention devront être clairement définis et conformes aux dispositions des procédures de maîtrise du risque.

Il est rappelé qu'aucune intervention sur le chantier n'est possible tant que les méthodes de travail, modes opératoires et les conditions de protection de la sécurité physique des intervenants, n'ont pas été validés par les organismes habilités.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir des dispositions décrites dans le cas où les organismes de prévention émettraient des observations sur son Plan de Retrait, impliquant la mise en place des modes opératoires plus contraignants.

Par ailleurs, chaque PPSPS devra également tenir compte des autres travaux programmés. A ce titre, l'entreprise envisageant une quelconque dépose de matériaux contenant de l'amiante devra au préalable élaborer et veiller au bon respect d'un phasage rigoureux, permettant la réalisation des travaux de désamiantage de façon exclusive et indépendante à toute autre intervention. Si toutefois, dans le cadre de cette planification, d'autres types de travaux sont envisagés parallèlement au retrait des matériaux amiantés, les circuits et cheminements devront impérativement être distincts et clairement identifiés.

Du fait de l'intervention en site occupé, l'entrepreneur devra également s'assurer du maintien de l'accessibilité des occupants aux autres locaux, y compris pendant les travaux de désamiantage.

La signalisation réglementaire adaptée devra être disposée avant tout démarrage.

L'entreprise envisageant la dépose de matériaux contenant de l'amiante devra impérativement soumettre pour accord au moins 1 mois avant intervention, ses divers modes opératoires et moyens d'évacuation aux organismes officiels (Inspection du travail, CRAM et OPPBTP), au Maître d'Ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

Le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) devra au minimum comporter des indications précises concernant :

- La préparation de la zone d'intervention ;
- La protection du site et de son environnement ;
- La protection individuelle du personnel ;
- Les équipements spécifiques de protection Amiante ;
- Le plan de retrait (conforme à l'article 23 du décret 96-98) ;
- Le ou les modes opératoires de travaux sous amiante (variable selon les matériaux et leur état)
- Le conditionnement, l'évacuation et le transport des déchets amiantes.
- Les conditions de restitution de zones et réouverture à la libre circulation (mesures libératoires).

L'entreprise intervenante s'engage à respecter et à mettre en œuvre l'ensemble des prescriptions et autres demandes des personnes précitées ainsi que la réglementation en la matière quelle que soit l'évolution de celle-ci.

A. Protections individuelles du personnel :

A.1. Equipements de protection individuelle :

combinaisons jetables

protections respiratoires de type P3,

protections respiratoires individuelles à ventilation assistée de protection <TMP3,

gants et chaussures de sécurité.

A.2. Divers :

- tous les matériaux employés seront de classe RF M1 pour les polyane, M1 pour les tasseaux en bois, M0 pour les mousses expansives,
- les polyanes auront une épaisseur minimum de 200 microns par feuille,
- les bandes adhésives seront de largeur minimale de 70 mm,
- surfactant de marque CFPI, type 32-60 ou équivalent. Il sert à la fixation des fibres, il est passé pour en fin de travaux et dilué à 15 % en phase d'imprégnation,

- sacs plastiques, utilisés pour le transport des produits amiantés mis en big-bag pour expédition en décharge. Ils seront identifiés conformément à la norme "amiante", le double ensachage étant exécuté dans la zone "SAS",
- extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg risque au feu de classe ABC.

B. Méthodologie :

L'entreprise aura à prévoir toutes les mesures de protection de l'environnement et de la santé des salariés et des tiers.

La méthodologie proposée devra :

- limiter le potentiel d'exposition des salariés à la poussière d'amiante,
- provoquer le minimum d'émission de fibres dans l'environnement général,
- faciliter l'enlèvement définitif des résidus d'amiante et s'adapter aux contraintes du site particulier.

En cas d'accord entre les différents intervenants, les techniques proposées pourront être retenues définitivement, sous réserve de l'accord des organismes de prévention.

C. Evacuation des déchets

C.1. Stockage des déchets :

L'entreprise est responsable des aires ou locaux de transit de stockage des déchets amiantés. Cette aire devra être clôturée ou ce local fermé à clé. Les déchirures occasionnelles devront être réparées sans délai par bande adhésive. Le stockage des matériaux amiantés devra être matérialisé par bandes bicolores aériennes.

C.2. Conditionnement et évacuation des déchets :

Les déchets contenant de l'amiante feront l'objet d'un étiquetage spécifique avec logo type défini par le décret n° 88-466 du 28 août 1988. Il sera apposé par auto collant sur les emballages de matériaux non friables.

Afin de faciliter la manutention des déchets liés à ces travaux de retrait de produits amiantés, l'ensemble des doubles sacs ou des sacs (pour les déchets en décharge de classe 3) sont limités à 25 kg environ.

L'évacuation des sacs depuis les zones de travail jusqu'à la zone de stockage transit se fera toujours par un cheminement (vertical ou horizontal) compris dans l'enceinte de la zone chantier.

Les sacs seront collinés manuellement jusqu'au chargement des bigs-bags. Ceux-ci seront chargés dans des doubles ensachages, le jour même de la mise en benne.

La dépose et l'enlèvement de la benne devront être réalisés le même jour. Les horaires devront prendre en compte les contraintes d'activités du site et être soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

C.3. Transport / Elimination :

Une fois que les déchets ont bien été enfermés dans leur conteneur, ils doivent être expédiés pour qu'il soit procédé à leur élimination.

Il sera délivré au transporteur une déclaration de chargement portant la mention "amiante" et précisant que l'emballage ne doit pas être ouvert sur le domaine public.

Un certificat de mise en décharge est délivré, par la décharge qui réceptionne le chargement. Un bordereau de suivi doit être tenu à jour. Les frais propres à l'évacuation et la mise en décharge sont à la charge de l'entreprise de désamiantage.

3.17. REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DU PLOMB

Le Maître d'Ouvrage, SORBONNE UNIVERSITE, a mandaté une société spécialisée pour diagnostiquer et recenser les matériaux contenant du plomb.

« **Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux** » établi par le cabinet BTP DIAGNOSTICS – Numéro de rapport : C-DI93-2024-30-241103 – Date du rapport : 30/09/2024.

Conclusions :

Résultats indiquant la présence de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur (1mg/cm²)

- > **Peinture sur portes métalliques**
- > **Peinture sur huisseries de portes métalliques**
- > **Peinture sur grilles d'aération métalliques**
- > **Peinture sur marquises métalliques**
- > **Peinture sur conduits métalliques**

Les conclusions ci-dessus ne sont qu'une synthèse non exhaustive des résultats – se reporter au rapport établi par l'organisme et joint au DCE.

A. Objectifs de maîtrise du risque

L'entreprise intervenante devra mettre en œuvre tous les moyens et suivre les prescriptions décrites ci-après afin d'atteindre une maîtrise suffisante des émissions de particules et poussières toxiques :

- Par la création de barrières étanches dans les zones des travaux qui le justifient ;
- Par une application stricte et régulière des actions de nettoyage définies ;
- Par la mise en œuvre, le cas échéant, des procédures particulières d'exécution.

L'entreprise devra apprécier la mise en œuvre de ces prescriptions en fonction de la connaissance qu'elle a de la localisation des peintures au plomb sur la base du diagnostic réalisé au préalable et des choix techniques retenus pour la réalisation des travaux.

B. Hygiène et Sécurité, Protection collective et Individuelle

L'entreprise titulaire du lot devra prévoir les dispositifs qu'elle mettra en œuvre sur le chantier en indiquant :

- Les moyens prévus pour éviter la dissémination des poussières : mise en place de sas, de barrières étanches etc.
...
- Les équipements envisagés pour limiter la production de nuisance sur le site : aspiration, ventilation, etc. ...
- Les équipements prévus pour assurer les nettoyages fins et complets : aspiration filtrée, matériel de nettoyage etc.
...
- Les équipements de protection individuelle.

B.1. Protection individuelle pendant les phases de travaux à risque d'exposition au plomb

- combinaison jetable type TYVEC avec protection de la tête ou non,
- couvre-chef ou coiffe,
- pour les particules de plomb contenues dans les poussières et selon le niveau de risque défini par le type d'activité, port d'équipements conformes à la réglementation,

Équipement de Protection Individuelle (EPI) :

- Un masque (norme NF EN 136) ou un demi-masque (norme NF EN 140) équipé d'un filtre de classe P3.
 - Masque ou demi masque de classe P3 à cartouches ou avec ventilation assistée (norme NF EN 147).
- L'emploi d'un demi-masque nécessite le port de lunettes de protection.

Nota : les masques jetables doivent être de bonne qualité avec clapet respiratoire et de bonne étanchéité avec silicone préformé (type 3M), doivent être classés au FFP3SL et répondre à la norme NF EN 149.

- Gants et chaussures de sécurité.

B.2. Equipements pour l'hygiène

- Douches, lavabos et sanitaires pourvus des équipements et produits nécessaires (savon, brosse à ongles etc. ...).
- Vestiaires adaptés (séparation des vêtements de travail et des vêtements de ville).

B.3. Equipements nécessaires à la maîtrise des poussières

- Extracteurs et aspirateurs à filtre absolu (compris entre 95 / 99%).
- Conteneurs étanches pour la manipulation et le transport des déchets toxiques éventuels.
- Conteneurs étanches pour le dépôt avant élimination des combinaisons et des masques jetables, des formats d'essuyages après utilisation, etc.
- Tapis anti-poussières conçus pour retenir les poussières par collage ou gravité.

B.4. Sécurité et panneaux de signalisation

- Bande bicolore (autocollante ou non) d'interdiction de pénétrer au-delà de cette zone pour délimiter la zone à risque plomb.
- Panneau interdiction de pénétrer sur le chantier posé aux accès principaux.
- Panneaux port du masque obligatoire, placé en avant des espaces signalés comme zone à risque plomb.
- Panneaux interdiction de fumer, placé en avant des espaces signalés comme zone à risque plomb.
- Panneaux interdiction de boire et manger, placé en avant des espaces signalés comme zone à risque plomb.

C. Organisation du chantier**C.1. Informations préalables**

L'entreprise titulaire du lot est tenue d'organiser l'information des opérateurs sur le risque d'exposition au plomb du fait des travaux ainsi que sur les techniques et procédures de prévention des risques qui seront mises en œuvre.

C.2. Contraintes liées à la prévention**C.2.1 Sécurité collective**

- Affichage de sécurité
- Montage, installation et entretien des sas et barrières étanches nécessaires au bon déroulement du chantier
- Nettoyage humide journalier des vestiaires et des circulations
- Nettoyage quotidien des espaces d'intervention
- Nettoyage de fin de chantier.

C.2.2. Sécurité et hygiène individuelle

- Port des équipements individuels (EPI) lors des phases de travaux producteurs de poussières
- Hygiène corporelle.

D. Gestion des déchets

- Captation des poussières à la source si possible au fur et mesure de la production
- Evacuation des gravats de démolition
- Tri évacuation extérieure et élimination selon la législation en vigueur en fonction du type de matériau et l'analyse de la teneur en plomb – pour les menuiseries recouvertes en peinture au plomb, l'ADEME recommande l'élimination en site de stockage de classe 1
- Les bennes utilisées pour le transport des gravois et déchets de démolition seront bâchées et le contenu humidifié préalablement.

E. Moyens à mettre en oeuvre**E.1. Matériel principal fixe**

- SAS de séparation et barrières étanches réalisées avec des films résistants et lavables tendus sur une armature réalisée à l'aide de tubes ou de tasseaux

- Barrières horizontales de poussières matérialisées par des tapis anti-poussières disposés au droit des barrières et aux entrées.

E.2. Matériel mobile

- Aspirateur industriel équipé de filtre absolu d'une efficacité comprise entre 95 et 99 % et ses équipements
- Matériel nécessaire au nettoyage.

E.3. Matériel secondaire

- Conteneurs étanches pour les stockages et transport des différents déchets
- Capots et embouts pour capter les poussières à la source. Ce matériel est destiné à l'usage des matériels électriques de type perceuse ou similaire
- Affiches et panneaux de signalisation du risque.

E.4. Consommables

- Sacs en plastique épais pour gravats et déchets divers
- Nettoyant à PH neutre pour tous les lavages et essuyages
- Gaze ou formats non tissés pour les balayages humides
- Film de polyane épais (> 200 microns) pour la création des barrières étanches
- Rubans adhésifs adaptés.

F. Ordonnancement et organisation des travaux

Afin d'améliorer la gestion du risque, il conviendra dans la mesure du possible de respecter un gradient de travail qui va du plus producteur de poussières au moins producteur de poussières. Il est aussi souhaitable d'éviter la co-activité dans les zones à risque sauf à protéger de la même manière tout intervenant d'un autre corps d'état.

G. Description des travaux présentant un risque d'exposition au plomb

Pour la définition des zones considérées sous risque plomb, il faudra se référer au rapport de diagnostic de présence et de mesure au plomb dans les peintures (joint dans le dossier d'appel d'offre).

Lors de cette opération, des particules de plomb inhalables peuvent être disséminées dans l'air ambiant.

S'y ajoutent les opérations de décapage, mécanique, thermique ou chimique de peintures contenant du plomb quel que soit le support, pour lesquelles des précautions spécifiques aux produits mis en œuvre doivent être prises au-delà de la protection contre les particules plombifères.

Ces travaux sont donc soumis aux précautions particulières dès lors qu'ils sont réalisés sur des surfaces identifiées dans le rapport diagnostic comme recouvertes de peinture en plomb.

H. Rappel des principes généraux

- Eviter autant que possible toutes les opérations productrices de poussières et en limiter la mise en suspension et la dispersion notamment par l'humidification à l'eau des surfaces concernées par pulvérisation pendant tout le processus de travail
- Délimiter les zones où s'effectue le travail potentiellement exposant au risque plomb par des protections en polyane avec passages obturés par un double recouvrement
- Assurer une bonne ventilation des zones concernées tout en évitant la dispersion de poussières à l'extérieur du bâtiment.

H.1. Rappel des principes d'exécution des opérations de nettoyage et de captation des déchets et résidus

- Le captage par aspiration des poussières, écailles, petits détritres et résidus seront réalisés à l'aide d'un appareil d'extraction ou d'aspiration muni d'un filtre absolu d'une efficacité comprise entre 95-99 %
- L'ensachage des petits détritres toxiques devra se faire dans des sacs plastiques d'une épaisseur suffisante et fermés hermétiquement puis déposés dans des conteneurs en vue de leur élimination avec les gravats de l'ensemble

- Le captage des poussières par essuyage humide des sols, des objets, de l'outillage et autres surfaces sera exécuté à l'aide de formats d'essuyage ayant les propriétés adaptées (non tissés). Ces formats ont une faible consommation en eau, ils seront déposés dans des conteneurs après usage en vue de leur élimination
- Le balayage traditionnel par balais coco est strictement proscrit sur le chantier. On pourra utiliser les brosses souples ou les balayettes de peintre humidifiées pour rassembler et recueillir les déchets au sol.

I. Contrôles et vérifications

Des contrôles portant sur la teneur en plomb de l'atmosphère de travail et sur la présence de particules de plomb dans les poussières au sol seront organisés pendant et après la phase de travaux "à risque plomb".

- Dans l'atmosphère de travail : il pourra être demandé à un laboratoire agréé la réalisation de prélèvements d'air pour rechercher la présence et la concentration de particules de plomb. Ces prélèvements permettront de vérifier la pertinence des dispositifs de sécurité collectifs et individuels préconisés.
- Dans les poussières au sol : un laboratoire agréé réalisera des prélèvements de poussières au sol en cours de travaux afin de contrôler l'efficacité des dispositifs visant à empêcher la dissémination des poussières à l'extérieur des zones de travaux et la qualité des opérations de nettoyage du chantier.

3.18. PROTECTIONS INDIVIDUELLES

- ① Le casque de chantier et les chaussures de sécurité sont obligatoires sur tout le chantier pour tous les Intervenants ;
- ② Le masque de protection respiratoire – mesure sanitaire obligatoire liée à l'épidémie de Covid-19 ;
- ③ Les lunettes de sécurité pour les travaux de meulage, découpage, piquetage, etc... sont obligatoires ;
- ④ Les gants de manutention ;
- ⑤ Les vêtements de protection pour tous les travaux de soudure ;
- ⑥ Les protections antibruit (bouchons ou oreillettes de casque) ;
- ⑦ Les masques anti-poussières lors des opérations de démolition ou de nettoyage ;
- ⑧ Pour les travaux présentant un cas exceptionnel, de courte durée et non répétitifs, l'utilisation d'un harnais avec système anti-chute pourra être admise par le Coordonnateur Sécurité / Santé, si les dispositions suivantes sont respectées :
 - a - point d'ancrage de résistance satisfaisant et ayant fait l'objet d'une note de calcul,
 - b - ligne de vie exclusivement en câbles d'acier avec filins, guides fixes, œillets pour accrochage du harnais.
 - c - les modes opératoires devront faire apparaître l'impossibilité d'utiliser des protections collectives et donner une définition précise de la tâche à exécuter.

3.19. RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise assure le rôle moteur en Hygiène et Sécurité vis à vis de ses sous-traitants.

Il est rappelé que le Sous-traitant est entièrement responsable des bonnes conditions de travail de ses salariés et qu'en aucun cas, il ne doit mettre en danger les autres intervenants du chantier (travaux superposés par exemple).

L'entreprise aura toute latitude pour répercuter tout ou partie des frais occasionnés par les manquements de ses sous-traitants en matière d'Hygiène et Sécurité et respect de ce Plan Général de Coordination SPS.

L'entreprise mandataire d'un lot ne pourra se prévaloir de cette latitude pour dégager sa responsabilité en ce qui concerne le bon fonctionnement de ses prestations.

4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC LES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Le bâtiment, sur lequel sont projetés les présents travaux, étant maintenu en activité pendant toute la période des travaux, des mesures préventives et d'organisation spécifiques sont à intégrer par chacune des entreprises intervenantes, afin de limiter au maximum les interférences entre chantier et exploitation.

Ainsi, les zones travaux seront délimitées des autres espaces accessibles aux utilisateurs. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance de séparatifs physiques entre ces zones, ainsi que les aménagements nécessaires au maintien des accès et autres issues de secours en toute sécurité pour l'exploitation.

Des panneaux devront clairement indiquer la présence du chantier en cours et l'interdiction d'accès des personnes non autorisées.

Concernant les livraisons, déchargements et approvisionnements, la programmation préalable, en concertation avec la Maîtrise d'œuvre, est de rigueur.

En cas d'approvisionnement de matériels / matériaux à la grue télescopique (ou tout autre dispositif de levage), aucun survol en charge ou hors charge ne sera autorisé en dehors des périmètres neutralisés pour les besoins du chantier.

De la même manière, aucune livraison ou déchargement à l'extérieur des zones chantier ne sera toléré.

Les voies d'accès aux différents bâtiments ne devront, EN AUCUN CAS, être encombrées, même par un stockage temporaire d'outillages et de matériels.

Gestion des entrées et sorties de véhicules par un Homme Trafic assistant les manœuvres et prévenant du risque les personnes ou véhicules extérieurs.

Les principales contraintes du chantier et de son environnement sont :

- Contraintes de continuité d'exploitation

L'exécution des travaux ne doit pas faire obstacle à l'exploitation normale du site.

Les travaux effectués par les entreprises devront être organisés de façon à limiter au maximum la gêne vis à vis des flux et toute autre opération parallèlement programmée à proximité.

- Principes généraux de séparation du chantier et des zones d'exploitation

Durant toute la durée du chantier, une séparation physique la plus complète possible doit être assurée entre les zones de chantier d'une part et les zones de travail ou de passage des utilisateurs d'autre part.

Cette séparation comprend :

- La pose de clôtures continues, cloisonnements provisoires (ou dispositifs équivalents) permettant d'isoler les zones de chantier du reste du site,
- La protection par tout moyen approprié (interposition de platelages, balisage, ...) des zones de travail ou de circulation, exposées à des risques particuliers en raison de travaux se déroulant en interface avec ces espaces ⇒ Mise en place impérative d'un double polyane toute hauteur assurant une étanchéité à la poussière.

Isolement des zones travaux :

- Fermeture et mise en indépendance des zones en chantier, conformément aux dispositions décrites ci-avant,
- Pose systématique de tapis pelables devant les accès,
- Amélioration de l'étanchéité des ouvrants par application de bandes adhésives sur chaque interstice.

Mesures de protection :

- Obturation des bouches de ventilation pendant la période de travaux.
- Maintenir toutes les parties ouvrantes en périphérie des zones travaux en position normalement fermée.
- Assurer des balayages humides sur tous les parcours utilisés pour les accès du chantier et se situant à l'intérieur des bâtiments (rythme journalier).
- Former le personnel ouvrier et le sensibiliser aux mesures précitées.

▪ Circulations

Maintien des circulations piétons et véhicules totalement dégagées ainsi que les différentes entrées aux bâtiments et autres locaux annexes.

Un protocole entre les entreprises et les services techniques de SORBONNE UNIVERSITE, tenant compte des contraintes de stationnement et de circulation aux abords du site, sera établi pour formaliser les modalités d'approvisionnement et de circulation.

De façon générale et systématique, les travaux ne devront aucunement entraver l'accès et l'exploitation normale des utilisateurs. Ainsi, les entreprises devront inclure dans leur offre, toutes sujétions et modes opératoires visant à minimiser les interférences et les propagations de poussière, bruit, fumées, vibrations, ... L'objectif étant d'assurer le maintien d'une exploitation normale du site.

Du fait de la réalisation des travaux en site occupé, l'Utilisateur pourra demander aux différentes entreprises intervenantes de compléter et signer un Plan de Prévention (selon le Décret du 20/02/92) au travers duquel les consignes de sécurité spécifiques à l'établissement et à son organisation seront décrites et acceptées par les signataires.

5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Le nettoyage et la bonne tenue du chantier font partie intégrante de la sécurité et constituent, dans le cadre du présent programme de travaux, l'un des éléments majeurs au bon déroulement de l'opération.

L'entreprise devra veiller quotidiennement à laisser des zones d'évolution propres ainsi que des voies de circulation dégagées.

Chaque intervenant doit l'évacuation sur le champ des gravats et autres déchets vers les bennes mises à disposition par l'entreprise titulaire du Lot 01 - Etanchéité.

La répartition et les rotations de ces bennes seront gérées par l'entreprise en tenant compte des besoins des autres intervenants et des contraintes travaux et environnementales.

L'entreprise titulaire Lot 01 - Etanchéité assurera également le nettoyage et l'entretien des parties communes (cantonnements, circulations extérieures et intérieures) ainsi que les maintenances et réparations éventuelles.

En cas de carence d'une entreprise concernant le nettoyage, l'entreprise titulaire du lot concerné se substituera à celle-ci, l'incidence financière en sera répercutée à l'entreprise en cause.

Le cas échéant, le Coordonnateur SPS demandera au Maître d'œuvre de pallier au manquement constaté, par une entreprise spécialisée de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.

Le Coordonnateur SPS rappelle que le nettoyage et surtout la limitation de la propagation de poussière sont des paramètres importants tant pour les conditions de travail des entreprises intervenantes que vis-à-vis des utilisateurs. En effet, il faut rappeler la réalisation de travaux au sein même d'un bâtiment maintenu en exploitation impose aux intervenants une rigueur de tous les instants concernant l'hygiène.

Le paragraphe 2.4 du présent document donne également les préconisations du Maître d'œuvre relatives au nettoyage du chantier.

6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION

PRISES EN LA MATIERE

- Les numéros d'appel en cas d'accident sont à afficher dans chaque bungalow de chantier.
La liste jointe en annexe pourra être utilisée à cet effet.
- Des sauveteurs secouristes du travail (SST) devront être sur le chantier selon le quota réglementaire minimum de 1 pour 20 salariés (sachant qu'au moins 2 secouristes devront en permanence être sur le site). La liste nominative des SST, entreprise par entreprise, sera affichée sur site et remise au Coordonnateur SPS. Celle-ci indiquera pour chacun d'eux les dates de formation initiale et de dernier recyclage.
Les secouristes devront être identifiables grâce au macaron réglementaire apposé sur leur casque.
Si le quota de secouristes s'avérait insuffisant, chaque titulaire de lot s'engage à maintenir sur le chantier le nombre nécessaire de salariés formés pour se substituer à ses sous-traitants. Le cas échéant, le Coordonnateur SPS imposera la formation ou recyclage d'intervenants aux corps d'état en activité sur le site.
- Chaque entreprise intervenante (titulaires de lots ou sous-traitantes) doit posséder une trousse de premiers secours à disposition dans les bungalows.
- Le mandataire prévoit un moyen d'appel téléphonique continuellement accessible par l'ensemble des intervenants pendant les heures de travail.
- Si exceptionnellement, une entreprise était amenée à intervenir dans des horaires décalés, elle devra préalablement s'assurer de l'accessibilité à ce poste téléphonique.

- Conduite à tenir en cas d'accident :

- **Protéger** : . la victime
 . le sauveteur secouriste du travail
 . les autres personnes
- **Alerter** : . le chef de chantier
 . les secouristes du chantier
 . les pompiers ou le SAMU.

Lors de l'appel ⇒ Localiser : « ici chantier SORBONNE UNIVERSITE

91 BOULEVARD DE L'HOPITAL – 75013 PARIS ».

Préciser : nature de l'accident - nombre et état des blessés.

Se porter au-devant des secours pour les guider jusqu'au lieu exact de l'accident.

- **Secourir** : avant l'arrivée des secours, seuls les sauveteurs secouristes du travail s'y emploieront
- Tout accident du travail avec ou sans arrêt devra être signalé sous 24 heures au Coordonnateur SPS.

Les déclarations officielles seront effectuées conformément à la réglementation en vigueur.

La déclaration d'accident du Travail devra être transmise à :

F2K (M. KANISSIAN)

E-mail : f2k.sps@free.fr

7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1. ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Chaque entreprise intervenante est tenue, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage, d'établir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le rôle et le contenu du PPSPS sont mentionnés dans le MEMO-PRATIQUE de l'OPPBTP joint en annexe.

Avant le début de l'intervention, le PPSPS devra être adressé :

- Au Coordonnateur SPS par chacune des entreprises (minimum 15 jours avant la date prévisionnelle de démarrage des travaux) ;
- Au Maître d'Ouvrage par toute entreprise appelée à exécuter des travaux d'une durée supérieure à un an, s'il doit employer à un moment quelconque des travaux plus de 50 salariés pendant plus de 10 jours ouvrés consécutifs (C.Travail art. R.238-26)

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu disponible en permanence sur le chantier, avec les avis du Médecin du travail et du CHSCT.

Le PPSPS devra tenir compte du PGC et évoluer au fur et à mesure des modifications ou précisions des méthodologies d'intervention.

L'accès au chantier sera interdit à toute entreprise n'ayant pas remis son PPSPS.

Seuls les entrepreneurs chargés du gros-œuvre, du lot principal, ou de travaux présentant des risques particuliers en adressent un exemplaire aux trois institutions de prévention.

Le PPSPS est conservé par l'Entrepreneur pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

7.2. SOUS-TRAITANTS

L'entreprise qui sous-traite tout ou partie du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage doit remettre à ses sous-traitants un exemplaire du PGC, tout document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues ainsi que son PPSPS.

Le sous-traitant dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entreprise principale pour établir son propre PPSPS (délai ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre).

L'obligation d'établissement d'un PPSPS, préalablement à tout démarrage d'intervention, s'applique à tous les niveaux de sous-traitance.

8. COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)

Le volume prévisionnel du chantier étant compris entre 500 et 10.000 Hommes-jours, l'opération est de catégorie 2 (C.T. art. R. 238-8) pour laquelle il n'y a pas constitution d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.

9. REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION SPS

9.1. COMPTE RENDU JOURNALIER DES INSPECTIONS DE CHANTIER

Le Coordonnateur SPS rédige le Registre-Journal au fur et à mesure de l'évolution du chantier.

Il y mentionne tous les faits, actions et études relatifs à la sécurité et la protection de la santé.

Le Registre-Journal de la Coordination sera visé par le responsable de chaque entreprise concernée par un manquement à la sécurité, en mentionnant les mesures qu'il a prises pour remédier aux remarques du Coordonnateur.

9.2. PRESENTATION DU REGISTRE-JOURNAL

Le Registre-Journal est à disposition du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, de l'Inspection du Travail, de la CRAMIF, de l'OPPBT, de la Médecine du Travail et des entreprises intervenantes

9.3. CONSERVATION

Le Registre-Journal est sous l'autorité du Coordonnateur SPS qui le conserve pendant 5 ans.

Les annotations, manquements, compte-rendus des réunions, émargements des séances d'accueil sensibilisation sécurité, réunion d'action sur site, seront notifiées sur le Registre-Journal de la Coordination SPS.

10. PGC (PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS)

10.1. EVOLUTION DU PGC

Ce document devra faire partie des pièces du dossier d'appel d'offres.

Il sera complété en fonction de l'évolution du chantier et notamment des PPSPS des entreprises.

Ces additifs seront portés à la connaissance des entreprises.

Les entreprises titulaires de lots devront diffuser le PGC à tous leurs sous-traitants pour leur permettre de rédiger leur PPSPS.

10.2. DIFFUSION DU PGC

Le PGC est destiné :

- Au Maître d'Ouvrage ;
- Au Maître d'œuvre ;
- Aux entreprises intervenantes sur site (titulaire de lots ou sous-traitantes).

10.3. CONSERVATION DU PGC

Le PGC est maintenu et consultable sur site pendant la durée des travaux.

Le Maître d'Ouvrage le conserve durant 5 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

11. DIUO (DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE)

11.1. CONTENU DU DIUO

Le DIUO rassemble tous les documents tels que les plans, les fiches techniques, les notices d'utilisation, ..., de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage, il est tenu à jour par le Coordonnateur Sécurité/Santé.

Il comporte notamment le dossier de maintenance des lieux de travail défini par l'article R.235-5 du Code du Travail (Décret n° 92-332 du 31 Mars 1992), les dispositions techniques particulières pour l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations.

Le Coordonnateur SPS sera destinataire d'un exemplaire du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) des divers Intervenants, afin d'en extraire les éléments nécessaires à la finalisation du DIUO.

L'ensemble des documents remis au Coordonnateur SPS (et notamment les plans) sera en format informatique, pour permettre leur exploitation et reproduction.

11.2. DIFFUSION DU DIUO

Le dossier est remis au Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur SPS lors de la réception de l'ouvrage.

Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

11.3. PRESENTATION

Il est tenu à disposition de l'Inspection du Travail et du Service Prévention de la CRAMIF.

Il est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage.

Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du dossier est remis au syndic de l'immeuble (Code du Travail, article R.238-38).

12. PENALITES

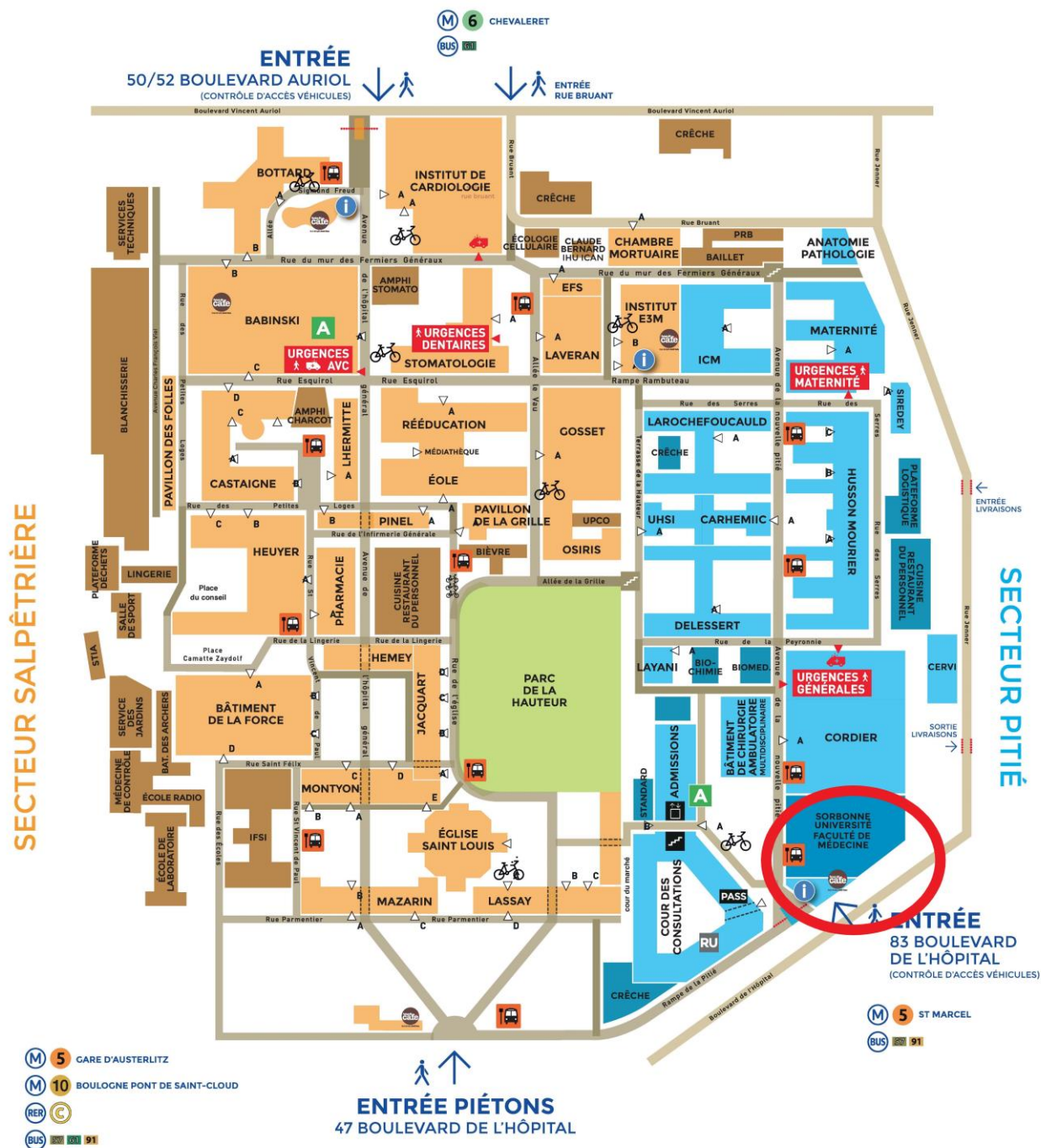
En cas de non-exécution des demandes faites par le Coordonnateur SPS ou de non remise de documents, des pénalités financières seront appliquées.

ANNEXES

- PLAN DE SITUATION
- PLAN DE MASSE - LIMITES DE PRESTATIONS
- LES INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET D'HYGIENE SUR CHANTIER
- PRINCIPAUX REGISTRES OBLIGATOIRES RELATIFS A LA PREVENTION
- LA BOITE DE SECOURS DE L'UNITE DE TRAVAIL
- FICHE D'APPELS EN CAS D'ACCIDENT & D'URGENCE
- LE PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
- CONDUITE EN SECURITE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL MOBILES AUTOMOTEURS ET DES EQUIPEMENTS DE LEVAGE

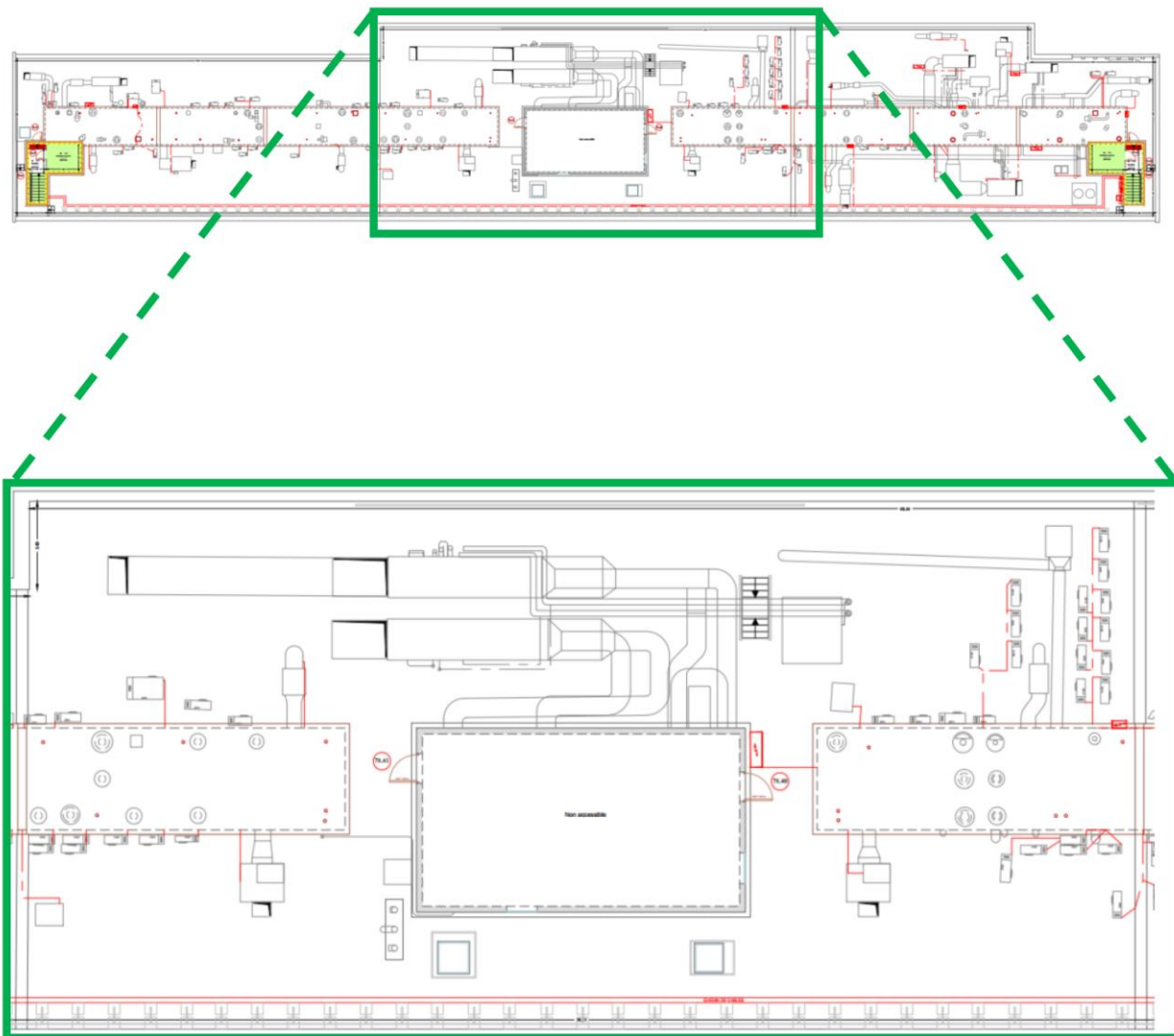
PLAN DE SITUATION

HÔPITAUX UNIVERSITAIRES PITIÉ SALPÊTRIÈRE



PLAN DE MASSE - LIMITES DE PRESTATIONS

(Document établi par le Maître d'œuvre)



Repérage de la portion de toiture concernée par les travaux



LES INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET D'HYGIÈNE SUR CHANTIER

Il appartient à chaque employeur de mettre à disposition des travailleurs des vestiaires, des lavabos, des cabinets d'aisance et, si besoin, des douches. Certaines spécificités s'appliquent néanmoins pour les chantiers de courte durée.



© Frédéric Vielcanet

▲ Généralement visibles de l'extérieur, les installations d'accueil font partie de l'image de marque de l'entreprise.

1 Pourquoi effectuer cette démarche ?

Il est absolument nécessaire de permettre à chaque travailleur d'assurer sa propreté individuelle sur les chantiers.

2 Qui est concerné ?

Tout chef d'entreprise employant au moins un salarié doit mettre à disposition du personnel les installations adaptées.

3 Quel est le contenu ?

Type d'installation	Mesures à respecter	D*	Code du travail
Vestiaires collectifs			
Local dédié	Les vestiaires collectifs et les lavabos sont installés dans un local dédié, de surface convenable, isolé des locaux de travail et de stockage, et placé à proximité du passage des travailleurs. Pour les chantiers souterrains, et sauf exception, le local doit être installé au jour.	✓	R.4228-2 R4534-139
Entretien	Ces locaux sont tenus en état constant de propreté. Le sol et les parois sont tels qu'ils permettent un nettoyage efficace.	✓	R.4228-3
Aération et chauffage	Locaux aérés et convenablement chauffés.	✓	R.4228-4
Personnel mixte	Installations séparées en présence de travailleurs masculins et féminins.	✓	R.4228-5
Sièges	Nombre suffisant de sièges.	✓	R.4228-6
Armoires	Nombre suffisant d'armoires individuelles ininflammables : – Permettant de suspendre 2 vêtements de ville ; – Munies d'une serrure ou d'un cadenas ; – Comprenant, le cas échéant, un compartiment réservé aux vêtements de travail qui sont susceptibles d'être souillés de matières dangereuses, salissantes ou malodorantes.	✓	R.4228-6
Sanitaires			
Lavabos	Un lavabo à eau potable et à température réglable pour 10 travailleurs maximum. Des moyens de nettoyage, de séchage ou d'essuyage appropriés sont mis à la disposition des travailleurs. Entretien chaque fois que cela est nécessaire.	✓	R.4228-7

Le + prévention

Chantiers de courte durée

Sur les chantiers courts, lorsque les installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier, des véhicules de chantier spécialement aménagés à cet effet peuvent être utilisés pour permettre aux travailleurs d'assurer leur propreté individuelle, de disposer de cabinets d'aisance, de vestiaires et, si possible, de douches.



les essentiels

LES INSTALLATIONS D'ACCUEIL ET D'HYGIÈNE SUR CHANTIER

Le + réglementation

Des dérogations aux règles ci-contre sont possibles pour les chantiers d'une durée inférieure à 4 mois sous certaines conditions précisées aux articles R.4534-137 à R.4534-145 du Code du travail.

Le + doc

Sur www.preventionbtp.fr :

• Fiches :

- Installations d'accueil et d'hygiène sur chantier, *La fiche juridique du magazine Prévention BTP*, n° 223, octobre 2018
- Nettoyage et hygiène des bottes, *Réf. H3 F 02 13*
- Installations de solutions d'hygiène provisoires, *Fiche Prévention et performance*



Type d'installation	Mesures à respecter	D*	Code du travail
Sanitaires			
Douches	Des douches sont mises à disposition des travailleurs réalisant des travaux insalubres et salissants. La température de l'eau des douches est réglable. Le local est tenu en état constant de propreté, le sol et les parois du local des douches permettant un nettoyage efficace		R.4228-8 R.4228-9
WC	1 cabinet d'aisance et un urinoir pour 20 hommes. 2 cabinets pour 20 femmes, comportant chacun un récipient pour garnitures périodiques. Les WC doivent être : – Séparés hommes / femmes, si le personnel est mixte, – Séparés des autres locaux et aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, – Equipés de chasse d'eau et de papier hygiénique, – Aérés et convenablement chauffés. Le sol et les parois permettent un nettoyage efficace et un nettoyage / désinfection au moins 1 fois par jour.	✓	R.4228-10 à R.4228-15
Restauration et repos			
Local de restauration	Dans les établissements d'au moins cinquante salariés, l'employeur, après avis du comité social et économique, met à leur disposition un local de restauration pourvu : – De sièges et de tables en nombre suffisant ; – D'un robinet d'eau potable, fraîche et chaude, pour 10 usagers ; – D'un moyen de conservation ou de réfrigération des aliments et des boissons ; – D'une installation permettant de réchauffer les plats. – Après chaque repas, nettoyage du local et des équipements qui y sont installés.	✓	R.4228-22 R.4228-24
Emplacement pour se restaurer	Si moins de 25 travailleurs souhaitent prendre habituellement leur repas sur le chantier, l'employeur met à leur disposition un emplacement leur permettant de se restaurer dans de bonnes conditions de santé et de sécurité. Il peut être aménagé dans les locaux affectés au travail, dès lors que l'activité de ces locaux ne comporte pas l'emploi ou le stockage de substances ou de mélanges dangereux. Après chaque repas, nettoyage de cet emplacement et des équipements qui y sont installés.	✓	R.4228-23 R.4228-24
Local de repos	A défaut de local de repos, et en dehors des heures de repas, le local ou l'emplacement de restauration peut être utilisé comme local ou emplacement de repos. Les sièges doivent comporter des dossiers.	✓	R.4228-25

* Dérogations possibles pour les chantiers d'une durée inférieure à 4 mois.

A3 F 02 20 – février 2020
Conforme à la réglementation en vigueur à la date de parution.

Les fiches prévention de l'OPPBTP
La prévention BTP

Principaux registres obligatoires relatifs à la prévention

La réglementation prévoit que les entreprises doivent posséder et mettre à jour différents registres, dossiers, carnets sur lesquels sont inscrites un certain nombre d'informations ou d'interventions obligatoires.

Les textes précisent généralement, pour chacun d'eux, le lieu de conservation, la nature des inscriptions ainsi que les personnes habilitées à les rédiger ou à les consulter.

Certains documents ne sont pas imposés par la réglementation mais permettent malgré tout à l'entreprise d'assurer un meilleur niveau de prévention et une traçabilité de ses actions.

Registre des observations et des mises en demeure de l'inspection du travail

Art. L.4711-2 à 5 du Code du travail

L'employeur doit ouvrir un registre sur lequel sont portées ou auquel sont annexées les observations et mises en demeure notifiées par l'inspection du travail en matière de santé et de sécurité, de médecine du travail et de prévention des risques.

Nota

- Le registre des observations et mises en demeure de l'inspection du travail peut être fusionné avec le registre de sécurité au sein d'un registre unique dès lors que cela facilite la conservation et la consultation des informations.
- Ces registres doivent être conservés pendant 5 ans, et en tout état de cause ceux contenant les deux derniers

contrôles ou vérifications. Il doit être constamment tenu à la disposition des agents de contrôle de l'inspection du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale. Les membres du CSE, le médecin du travail et les représentants de l'OPPBTP peuvent en demander communication.

Registre de sécurité



Art. L.4711-1 et suivants du Code du travail.

Les attestations, consignes, résultats et rapports relatifs aux vérifications et contrôles mis à la charge de l'employeur au titre de la santé et de la sécurité au travail comportent des mentions obligatoires qui doivent être consignées dans un registre de sécurité.

Les principaux renseignements devant y être consignés ou annexés (nom, qualité et adresse des personnes chargées par le chef d'entreprise d'effectuer les opérations suivantes, ainsi que les résultats des vérifications, contrôles...) sont énumérés dans les textes suivants :

- appareils et accessoires de levage: arrêté du 1^{er} mars 2004;
- presses, engins de terrassement, machines de forage et machines à battre les palplanches: arrêté du 5 mars 1993 modifié;
- équipements de protection individuelle contre les chutes, gilets de sauvetage gonflables, cartouches filtrantes anti-gaz pour appareils de protection respiratoire: art. R.4323-95 et suivants du Code du travail et arrêté du 22 octobre 2009;
- examen du matériel, des engins, des installations et des dispositifs de protection de toute nature avant leur mise ou remise en service sur un chantier: art. R.4534-15 et suivants du Code du travail;
- examen des talus des fouilles en excavation ou en tranchée après une période de pluie ou de gel: art. R.4534-34 du Code du travail;
- examen des parois des puits et des galeries souterraines: art. R.4534-41 du Code du travail;
- examen des dispositifs permanents de protection utilisés lors de travaux sur les toitures: art. R.4534-87 du Code du travail;
- vérification des échafaudages: arrêté du 21 décembre 2004;
- dossier descriptif des installations électriques: résultats des vérifications et contrôles des installations électriques avec toutes précisions utiles relatives à ces opérations: date, nature ainsi que les nom et qualité des personnes qui les ont effectuées: art. 55 du décret du 14 novembre 1988 et arrêté du 10 octobre 2000;
- agents chimiques dangereux – Expositions aux agents cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR) hors amiante: art. R.4412-23 du Code du travail;

- résultats et dates des vérifications faites par l'employeur sur demande de l'agent de contrôle de l'inspection du travail ainsi que les nom, qualité et adresse des vérificateurs agréés: art. R.4722-22 et suivants du Code du travail.

Registre d'observations



Art. R.4534-19 et 20 du Code du travail.

Un registre d'observations est mis à la disposition des travailleurs et des membres du comité social et économique (CSE). Ceux-ci y consignent leurs observations relatives à l'état du matériel et des installations, et l'existence des causes susceptibles d'en compromettre la solidité. L'employeur peut également y consigner ses observations.

Ce registre doit être tenu à la disposition de l'agent de contrôle de l'inspection du travail, du médecin du travail, de l'OPPBTP, des CARSAT et des membres du CISSCT qui peuvent le viser. Il doit être conservé sur le chantier ou, en cas d'impossibilité, au siège de l'établissement.

Registre des avis de danger grave et imminent



Art. D.4132-1 et 2 du Code du travail.

Les avis de danger grave et imminent doivent être consignés sur un registre ouvert spécialement par le CSE de l'établissement dont les pages sont numérotées et tamponnées par le comité. Les avis, datés et signés, indiquent les postes de travail concernés par la cause du danger constaté, la nature et la cause de ce danger, le nom des travailleurs exposés.

Il est tenu à la disposition des membres du CSE, sous la responsabilité du chef d'entreprise, en son bureau.

Registre de consignation des alertes en matière de santé publique et d'environnement



Art. D.4133-1 et suivants du Code du travail.

Chaque employeur doit obligatoirement ouvrir un tel registre dans son entreprise afin de permettre à un salarié ou à un représentant du personnel au CSE d'alerter son employeur s'il estime, de bonne foi, que les produits ou procédés de fabrication utilisés ou mis en œuvre par l'établissement font peser un risque grave sur la santé publique ou l'environnement. Les pages de ce registre doivent être numérotées. Chaque alerte doit être datée et signée par le salarié ou le représentant au CSE qui en est à l'origine.

Dossier relatif à l'emploi des explosifs dans le bâtiment et les travaux publics

Décret du 27 mars 1987 — art. 10.

Lorsqu'il est fait usage d'explosifs sur un chantier, le chef d'établissement doit tenir à jour un dossier comprenant :

- l'ensemble des notes de prescriptions indiquant et commentant les règles de sécurité à observer ;
- les copies des permis de tir délivrés ;
- les plans de tir établis ;
- le relevé des ratés et des incidents ;
- le relevé des accidents graves et des enseignements qui ont été tirés.

Ce dossier doit être tenu à la disposition des services de l'Inspection du travail, de la CARSAT et de l'OPP-BTP ainsi que des membres du CSE.

Registre de surveillance médicale renforcée

Lorsque le personnel d'un établissement est exposé à un risque particulier, des décrets pris en application des dispositions du Livre II du Code du travail prévoient que le chef

d'établissement doit mettre constamment à jour un registre spécial de surveillance médicale mentionnant notamment : les dates et durées d'absence pour cause de maladies, les dates des certificats présentés pour justifier ces absences ainsi que le nom du médecin qui les a délivrés, les attestations d'aptitude délivrées par le médecin du travail. Le registre peut également contenir une notice de poste, la liste des salariés exposés au risque et les attestations d'exposition.

Ces registres doivent être tenus à la disposition de l'agent de contrôle de l'inspection du travail, du médecin inspecteur du travail, du médecin conseil de la Sécurité sociale ainsi que des membres du CSE.

La tenue de tels registres, si elle est parfois rendue obligatoire par la réglementation, est dans d'autres cas conseillée afin d'améliorer la prévention des maladies professionnelles. Des registres existent par exemple dans les établissements dont le personnel est exposé aux risques suivants :

- exposition aux agents chimiques dangereux, notamment aux agents CMR ; intoxication benzolique ; intoxication due aux travaux de peinture ou de vernissage par pulvérisation ; intoxication saturnine ; exposition à l'amiante ; silicose professionnelle ;
- exposition aux bruits ; expositions aux vibrations ; irradiation ou contamination due aux rayonnements ionisants ; maladies résultant du travail dans l'air comprimé ou par des scaphandriers sous des pressions supérieures à la pression atmosphérique.

Registre d'entretien des véhicules et engins (hors appareils de levage)

Recommandation R482 par le CTN du BTP, applicable au 1^{er} janvier 2020.

Pour chaque engin, il est recommandé au chef d'établissement de tenir un carnet ou registre d'entretien sur lequel sont inscrites la date et la nature des opérations périodiques de maintenance effectuées, ainsi que les observations du conducteur. Ce carnet ou registre est gardé sur le chantier ou à bord de l'engin.

Carnet de maintenance des appareils de levage



Art. R.4323-19 et suivants du Code du travail.

Le carnet de maintenance est obligatoire pour chaque appareil de levage afin de consigner toutes les opérations concourant à la maintenance indispensable à la bonne gestion des appareils jusqu'à leur mise au rebut (arrêté du 2 mars 2001). Le carnet de maintenance est établi et tenu à jour par l'employeur en vue de s'assurer que sont accomplies les opérations de maintenance nécessaires au fonctionnement de l'appareil de levage dans des conditions permettant de préserver la santé et la sécurité des travailleurs.

Un carnet est affecté à chaque appareil. Sont concernés tous les appareils de levage soumis aux vérifications de l'arrêté du 1^{er} mars 2004.

Dans le cas des grues à tour, l'employeur consigne sur le carnet de maintenance les résultats et les opérations consécutifs à l'examen approfondi (arrêté du 3 mars 2004).

Attention

La méconnaissance des obligations en matière de tenue de registres est sanctionnée par une contravention de 4^e classe multipliée par le nombre de personnes employées dans les conditions susceptibles d'être sanctionnées.

Nota

Les attestations, consignes, résultats et rapports sont datés. Ils mentionnent l'identité de la personne ou de l'organisme chargé du contrôle, ainsi que celle de la personne qui l'a réalisé.

Documents à consulter

- **Registre d'observations**
A1 R 07 – Édition OPPBTP
- **Registre de sécurité**
A1 R 09 – Édition OPPBTP
- **Registre des avis de danger grave et imminent**
A1 R 11 – Édition OPPBTP
- **Carnet de maintenance des appareils de levage**
C3 R 01 – Édition OPPBTP
- **Principales vérifications des équipements de travail, des EPI et des installations pour les entreprises du BTP**
Fiche prévention A1 F 04 – Édition OPPBTP
- **Liste des salariés exposés aux agents chimiques dangereux**
Fiche pratique A1 L 10 – Édition OPPBTP

OPPBTP

25, avenue du Général Leclerc - 92660 Boulogne-Billancourt Cedex - 01 46 09 27 00 - www.preventionbtp.fr

Fiche Prévention - A1 F 03 20 - © oppbtp - Edition : février 2020

Conforme à la réglementation en vigueur à la date de parution.



La boîte de secours de l'unité de travail

Sur les lieux de travail,
le personnel doit
disposer d'une
boîte de secours,
afin que toute blessure
puisse être soignée
rapidement.

Le contenu de la boîte de secours doit permettre aussi bien la pose d'un pansement sur une petite plaie, que les interventions du secouriste du travail avant l'arrivée des secours médicalisés. Il est défini pour une unité de travail, le nombre de boîtes de secours devant être adapté à l'importance du chantier et la multiplication des sites de travail.

Certains produits, dont l'emploi exige un contrôle médical parce qu'ils ne sont pas toujours bien tolérés, seront réservés à des cas particuliers. La composition proposée dans ce document pourra évidemment être modifiée selon l'avis du médecin du travail, en fonction des risques de l'entreprise.

Trousse simple ou coffret muni d'une poignée ou d'un dispositif d'attache mural, en plastique ou en métal, la boîte de secours doit être inaltérable, indéformable, résistante aux chocs et étanche à la poussière.

USAGE DE LA TROUSSE DE SECOURS

Un sauveteur-secouriste du travail (SST) appartenant à l'unité de travail en assure la présence, la garde et l'approvisionnement.

Celui-ci ou, à défaut, le responsable sur le chantier en effectue la vérification périodique (notamment, le suivi des dates de péremption, remplacement des éléments consommables utilisés). Cette boîte, qui n'est pas l'accessoire obligatoire du secouriste est un élément mobile qui doit lui être apporté en cas de nécessité.

CONTENU

■ Non consommable

- 1 coussin HAEMOBAND (nouveau modèle)
- 1 couverture isothermique (non stérile)
- 2 poches de récupération de membres sectionnés
- 1 paire de ciseaux à bouts ronds
- 1 pince à écharde inox à bouts pointus
- 12 épingles de sûreté à boule

- 1 masque de protection pour bouche-à-bouche
- 10 gants en vinyle à usage unique
- 30 pansements auto-adhésifs (sous conditionnement individuel)
- 2 boîtes de 10 compresses stériles individuelles 30 x 30
- 1 kit bandes dans sac minigrip :
 - 3 bandes extensibles (3 m x 7 cm)
 - 3 bandes extensibles (3 m x 10 cm)
 - 1 bande crêpe (4 m x 10 cm)
- 1 rouleau sparadrap anallergique (5 m x 2 cm)
- 1 écharpe triangulaire
- 5 sachets unitaires pansements gras (10 cm x 10 cm)
- 10 dosettes de Chlorhexidine aqueuse stériles
- 1 flacon de Dacryosérum 100 ml
- 1 boîte Coalgan
- 12 compresses Pharmadose Arnica
- 1 sac pour récupération des déchets

MODALITÉS D'UTILISATION

■ Contusion – entorse sans plaie

- Appliquer de l'arnica. Immobiliser le membre.
- Adresser chez le médecin selon gravité.

■ Plaie simple

- Nettoyer et désinfecter (dosette antiseptique Chlorhexidine).
- Pansement.
- Protection antitétanique par le médecin dans les 12 heures, sauf vaccination à jour.

■ Brûlure thermique simple

- Refroidir immédiatement avec de l'eau.
- Appliquer un pansement gras.
- Pansement.
- Adresser chez le médecin pour soins complémentaires et surveillance.

■ Corps étranger dans l'œil

En cas de projection irritante ou contaminante, laver abondamment les deux yeux au Dacryosérum ⁽¹⁾ et adresser chez l'ophtalmologiste.

■ Saignement de nez

Mèche de Coalgan dans le nez, tête en avant.

(1) vérifier la date de péremption du flacon du Dacryosérum

REMARQUES

Cette liste est indicative, le matériel de premiers secours est choisi en fonction des risques de l'entreprise, l'avis du médecin du travail est incontournable pour établir le contenu de la trousse de secours. Il en fixe l'usage (personne compétente...) en situation d'urgence.

Les modalités d'utilisation de la trousse et de renouvellement du contenu font l'objet d'une procédure écrite dans l'entreprise, signée par le chef d'établissement et connue du CHSCT.

Vérifier le matériel et les produits régulièrement, notamment les dates de péremption et le bon état des emballages.

Nommer un responsable pour assurer la vérification périodique et l'utilisation de la trousse.

La trousse de secours est placée dans un endroit facilement accessible et signalé par panneaux, à l'abri de la chaleur et de la lumière.

COMPLÉMENTS DE CONTENU

Les compléments de contenu de la boîte de secours de l'unité de travail sont introduits sous la responsabilité du médecin du travail ; ils ne doivent concerner que les boîtes des secouristes ayant reçu une formation initiale appropriée et une formation de recyclage tous les deux ans.

Le choix de ces compléments relève de la compétence du médecin du travail et ne saurait être précisé ici. Il est effectué en tenant compte des risques propres à l'entreprise ou au chantier, des difficultés d'accès rencontrées par les secours médicalisés.

DOCUMENTS À CONSULTER

- Le secourisme dans l'entreprise, textes et règlements
Fiche Prévention A5 F 01 10 - Edition OPPBTP
- Formation du sauveteur-secouriste du travail
Fiche Prévention A7 F 02 12 - Edition OPPBTP

OPPBTP

25, avenue du Général Leclerc - 92660 Boulogne-Billancourt Cedex
Tél : 01 46 09 27 00
www.preventionbtp.fr



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18 **112** **15**
Pompiers Centre d'appels secours Samu

et dites...

1 Ici chantier

Travaux de réfection d'étanchéité

À (commune ou arrondissement) **Hôpital PITIE SALPETRIERE - PARIS 13^{ème}**
N° **91** Rue **Boulevard de l'Hôpital**
en face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



AT APT 04



NUMEROS D'URGENCE

AYEZ LE BON REFLEXE !

APPELS D'URGENCE

En cas d'accident, de blessure, de malaise, d'incendie

Le (0) 18 Les Sapeurs-Pompiers

En cas d'incendie, de vol, de dégradation

Le (01.44.27) 94.94 L'accueil

NUMEROS UTILES

Signaler un problème technique, autres informations

Le 01 44 27 94 94

Signaler un problème lié à un risque professionnel, biologique, chimique, radioactif ou à une ambiance de travail

benedicte.franco@sorbonne-universite.fr

Service Prévention des
Risques Professionnels

@sorbonne-universite.fr

Service sûreté, sécurité
incendie

Site pitié Salpêtrière





Organisme Professionnel
de Prévention du Bâtiment
et des Travaux Publics

A1 M 05 95

Mémo-pratique

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (Plans Particuliers), prévus par la loi du 31 décembre 1993 « applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs », sont définis par le décret du 26 décembre 1994.

Ce mémo-pratique présente ces plans. Il s'adresse :

- aux entreprises chargées de les établir,
- aux coordonnateurs de sécurité chargés de les englober, en les harmonisant, dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.).

Ce mémo-pratique fait partie d'une série destinée à présenter les dispositions issues de la loi du 31 décembre 1993 :

- les V.R.D. (**mémo A1 M 09**) ⁽¹⁾ ;
- le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.) (**mémo A1 M 08**) ⁽¹⁾ ;
- le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) (**mémo A1 M 06**) ⁽¹⁾ ;
- les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (**mémos A1 M 10 et A1 M 11**) ⁽¹⁾.



Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

DANS QUELS CAS DOIT-ON L'ÉTABLIR ?

Cas 1

Opérations où interviendront plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises (sous-traitants inclus), si le chantier :

- soit fait l'objet d'une déclaration préalable, c'est-à-dire :
- plus de 30 jours, effectif > 20 à un moment quelconque,
- ou, volume > 500 hommes-jours (voir exemple).

Exemple : une opération nécessitant au total :

- 25 jours à 20 personnes = 500 h-j
- et 4 jours à 10 personnes = 40 h-j
- = 540 h-j

- soit nécessite l'exécution de travaux comportant des risques particuliers.

Cas 2

Opérations réalisées par une entreprise seule si :

- durée des travaux > 1 an,
- et effectif > 50 pendant plus de 10 jours consécutifs.

Nota : Les opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un établissement utilisateur en activité par une entreprise extérieure seule restent soumises au décret du 20 février 1992.

(1) A paraître.

Rédition 1996 : l'édition précédente reste valable.

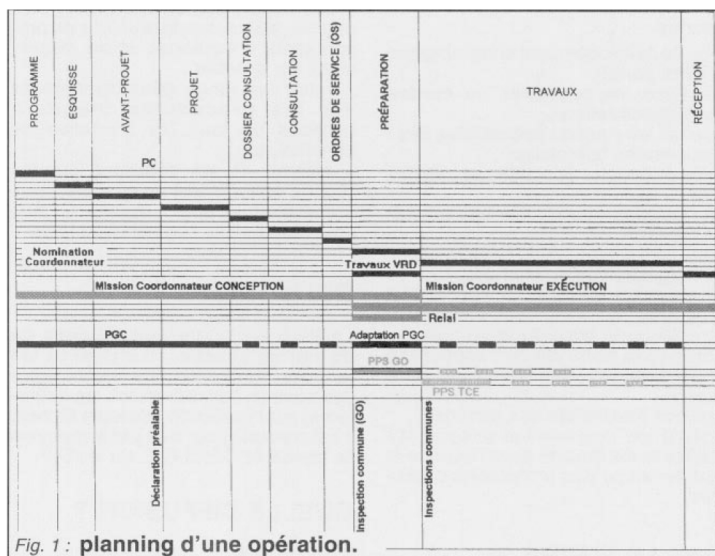


Fig. 1 : planning d'une opération.

QUAND DOIT-ON L'ÉTABLIR ?

- Avant le début des travaux (fig. 1) sachant que l'entrepreneur (sous-traitant inclus) dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (ou l'entrepreneur), pour préparer son chantier et rédiger son plan.

- Dans le cas de travaux sous-traités de second-œuvre de bâtiment ou de

travaux sous-traités accessoires d'une opération de génie civil, le délai de 30 jours est ramené à 8 jours si les travaux ne comportent pas de risques particuliers.

COMMENT L'ÉTABLIR ?

L'entrepreneur trouvera des informations indispensables pour rédiger son Plan Particulier au travers (fig. 1) :

- du P.G.C. **tenu à jour** par le coor-

donnateur pendant toute la durée des travaux. La première version du P.G.C., incluse dans le dossier de consultation remis par le maître d'ouvrage, ne peut pas, en effet, apporter d'informations complètes sur les travaux ;

- de l'inspection commune à laquelle procède le coordonnateur avec chaque entrepreneur. Cette visite détaillée du site permet d'en connaître les contraintes ;
- des autres Plans Particuliers établis par les autres entrepreneurs et que le coordonnateur est tenu de transmettre à chaque entrepreneur qui en fait la demande.

QUEL CONTENU ?

Renseignements généraux

Ils complètent ceux déjà mentionnés dans le P.G.C. (nom et adresse de l'entrepreneur, travaux réalisés, évolution de l'effectif, etc.).

Secours et hygiène

Premiers secours, secouristes, évacuation des blessés, installations d'accueil (vestiaires, sanitaires, réfectoires, boissons), utilisation des produits dangereux.

Prévention

Cette partie comprend l'analyse des risques générés par l'activité (fig. 2) :

- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;
- de l'entreprise sur les autres intervenants ;
- de l'entreprise sur ses propres salariés.

Ainsi, le développement chronologique de cette partie :

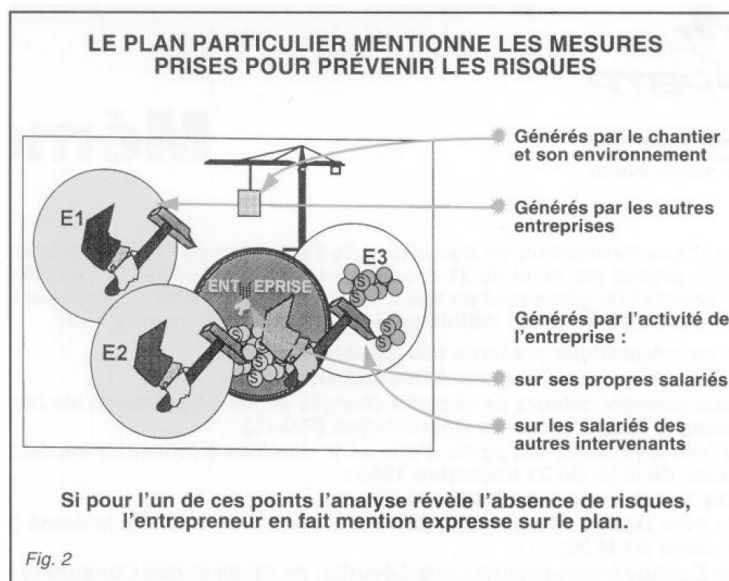
- analyse les **procédés** ou **modes opératoires** retenus,
- définit les **risques prévisibles** liés :

- aux modes opératoires ;
- aux matériels, dispositifs et installations ;
- à l'utilisation de substances ou préparations ;
- aux déplacements du personnel ;
- à l'organisation du chantier.

- indique les mesures de **protection collective**, ou à défaut individuelle, adoptées pour parer à ces risques ;
- précise le **contrôle** de l'application de ces mesures (Qui, quand, où, comment ?) ;
- prévoit l'**entretien** des matériels ;
- décrit les dispositions prises pour assurer la **continuité** dans l'espace et dans le temps des protections collectives.

QUELLE FORME ?

Le Plan Particulier n'est pas un document épais, administratif, destiné à satisfaire les organismes de prévention. Il doit :



- être compris et exploité par les opérateurs, **pour qu'ils se l'approprient** ;
- être découpé en **tâches élémentaires**, telles qu'elles sont confiées au jour le jour aux équipes opérationnelles ;
- être **illustré** par des schémas ou croquis intégrant des silhouettes d'individus et des matériels connus des salariés (ex. fig. 3) ;
- être **enrichi** par les opérateurs eux-mêmes, au travers de réunions de présentation, d'échanges et de discussions sur chantier ;
- éviter les longs **développements sur les procédures standard** connues de tous (ex. : rotation de banches, etc.) ;
- insister, en les détaillant, sur les **tâches spécifiques** au chantier ;
- être **évolutif** pour « coller » au plus près aux réalités concrètes du terrain.

QUI L'UTILISE ?

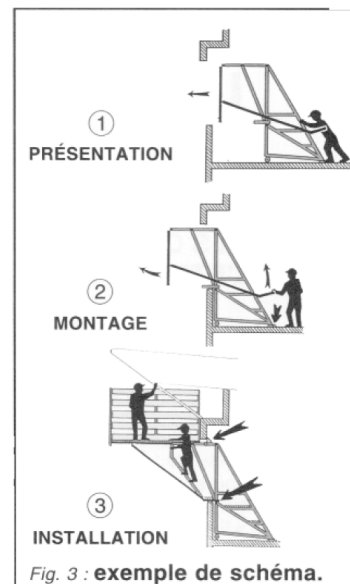
Le Plan Particulier est un **outil de travail** du chantier. Il intéresse les **acteurs** du chantier (le responsable des travaux, l'encadrement, les opérateurs) pour l'exécution de leurs tâches. Il est consulté pour avis par le médecin du travail, le C.H.S.C.T. ou les D.P.

QUELLE DIFFUSION ?

Il est adressé :

- au coordonnateur par chaque entreprise (cas 1),
- au maître d'ouvrage, dans le cas d'une entreprise seule (cas 2).

Un exemplaire du Plan Particulier est



tenu en permanence à jour sur le chantier par chaque entreprise. Il est conservé par l'entrepreneur pendant 5 ans.

Il peut être consulté, en outre, par le C.I.S.C.T. et les représentants des institutions de prévention (I.T., C.R.A.M., OPPBTP).

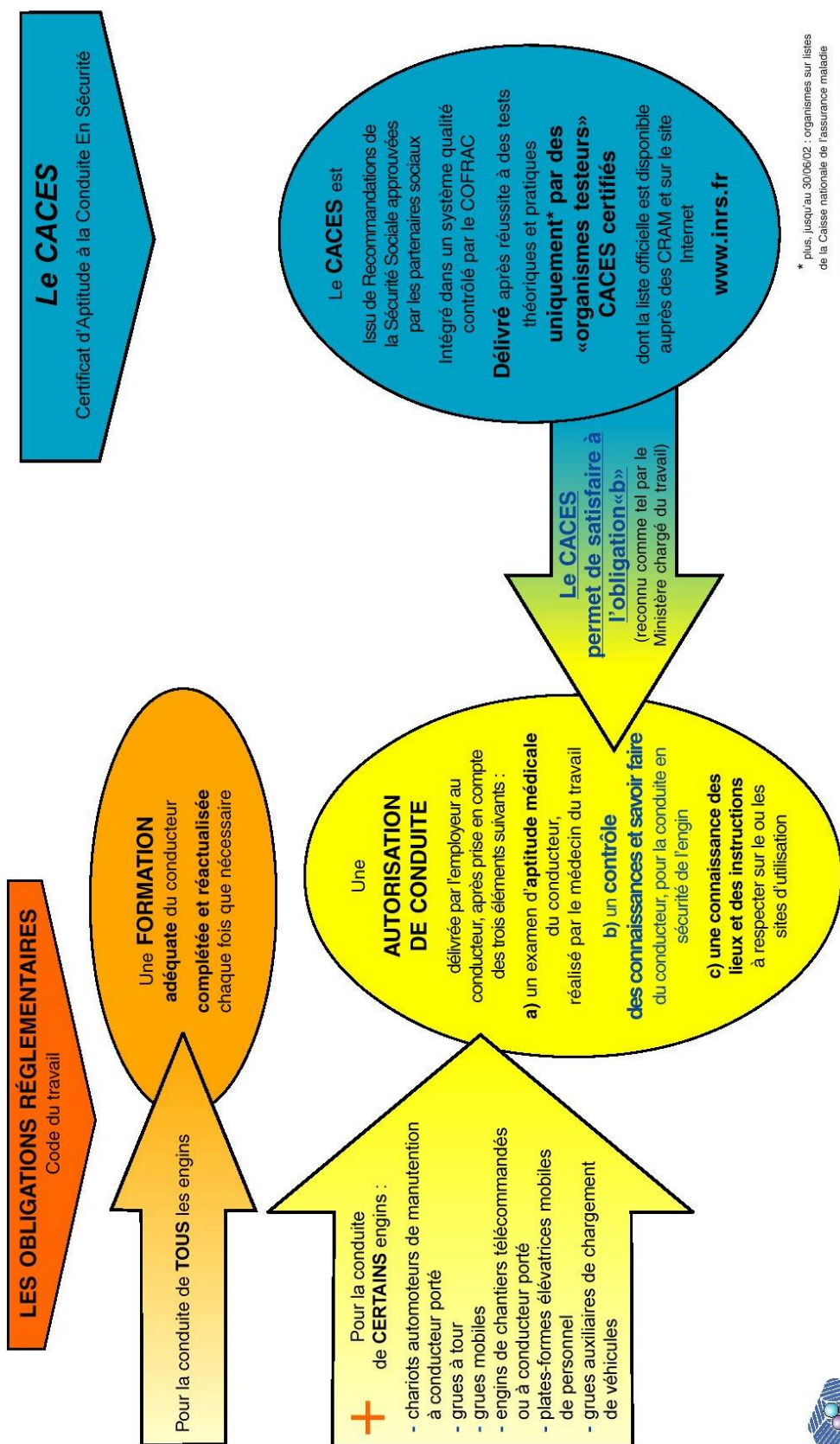
Seuls les entrepreneurs chargés du gros-œuvre, du lot principal, ou de travaux présentant des risques particuliers en adressent un exemplaire aux trois institutions de prévention.

RÉGLEMENTATION

Loi **93-1418** du 31 décembre 1993.

Décret **94-1159** du 26 décembre 1994.

CONDUITE EN SÉCURITÉ DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL MOBILES AUTOMOTEURS ET DES ÉQUIPEMENTS DE LEVAGE



* plus, jusqu'au 30/06/02 : organismes sur listes de la Caisse nationale de l'assurance maladie

COFRAC : Comité français d'accréditation
CRAM : Caisse régionale d'assurance maladie
INRS : Institut National de Recherche et de sécurité

Pour en savoir plus, demandez la brochure DTE 139 de la CRAMIF

